

JEAN GRAVEN

L'organisation et la fonction des juridictions  
sur l'enfance delinquante en Suisse



COIMBRA — 1965

PA

14.585





*Hommage de l'auteur  
J. Guaven*

L'organisation et la fonction des juridictions  
sur l'enfance délinquante en Suisse

Bibl. cant. US Kantonsbibl.



1010081293

PA 14585

Composição e impressão  
COIMBRA EDITORA, L.DA

JEAN GRAVEN

L'organisation et la fonction des juridictions  
sur l'enfance delinquante en Suisse



COIMBRA — 1965

PA 14.585

---

Separata do volume xvi do *Suplemento ao Boletim da Faculdade  
de Direito da Universidade de Coimbra*—Estudos  
«In Memoriam» do Prof. Beleza dos Santos

---



69/2420



# L'ORGANISATION ET LA FONCTION DES JURIDICTIONS SUR L'ENFANCE DELINQUANTE EN SUISSE

Lors de sa dernière activité publique officielle, au VIII<sup>ème</sup> Congrès international de droit pénal qu'il avait si bien organisé à la tête du Comité portugais à Lisbonne, un bel et unanime hommage avait été rendu au Doyen José BELEZA DOS SANTOS, par son élection à la présidence d'honneur du congrès. Ses qualités scientifiques et humaines, ses vastes connaissances et son expérience enrichies encore par sa simplicité et sa bonté souriante, s'étaient manifestées avec une évidence telle, qu'elles avaient emporté l'estime et l'admiration même de ceux qui ne le connaissaient pas. Après son décès qui affecta tant d'amis et de collègues dans le monde du droit pénal et pénitentiaire, nous avons eu l'occasion de renouveler cet hommage au magistrat, au maître, au jurisconsulte et au légiste disparu, tant au nom de l'Association internationale de Droit pénal dans la Revue internationale de droit pénal publiée à Paris, qu'en notre nom personnel et en traduisant le sentiment de nombreux collègues étrangers, dans la Revue internationale de criminologie et de police

l'ancien droit n'avait pas non plus établi d'organisation et de règles spéciales pour le jugement des mineurs accusés de crimes ou de délits ; ils comparaissaient devant les juridictions ordinaires. On reconnut cependant d'abord que leur comparution devant le tribunal criminel et plus particulièrement la cour d'assises, là où existait ce système, était contre-indiquée à cause de sa publicité néfaste et à cause de la difficulté de faire trancher par le jury la question du discernement, dont il ne connaissait ni le sens ni la portée. C'est ainsi, on le sait, qu'une loi française de 1824 décida que les mineurs de seize ans ne seraient pas traduits devant la cour d'assises en cas de crimes, mais devant la cour correctionnelle — juridiction ordinaire d'ailleurs elle aussi, — sauf s'ils avaient des co-auteurs ou des complices plus âgés (ce qui était le plus souvent le cas), ou s'il s'agissait de crimes particulièrement graves. De tels aménagements partiels étaient toutefois insuffisants pour lutter contre la criminalité croissante de la jeunesse lorsqu'elle parut devenir vraiment inquiétante et qu'on commença à se demander sérieusement comment l'enrayer.

C'est tout autre chose qu'il fallait : des juridictions, des méthodes, une procédure et des mesures différentes, comme le montraient les premières et décisives expériences faites aux Etats-Unis et en Angleterre vers la fin du siècle dernier, avec les tribunaux spécialisés pour enfants ou *Juvenile courts*, comme ce fut le cas à Chicago en 1899, à Birmingham en 1905 et dans le *Children Act* anglais de 1908. L'évolution fut très rapide à partir de l'institution du premier tribunal pour enfants à Chicago, lequel, nous rappelle Hélène Troyano dans sa thèse genevoise de 1912, était la conséquence d'une loi « qui permettait au juge de supprimer complètement les peines comme mode de traitement de l'enfance coupable, et de n'user que de mesures tutélaires et éducatrices, l'enfant n'étant jamais envisagé comme un criminel, mais comme un être mal dirigé

et négligé qui a besoin d'encouragements, d'aide, d'assistance pour se bien conduire». En 1906, vingt-quatre des Etats américains avaient leurs tribunaux spéciaux, et le mouvement gagna très vite l'ensemble de l'Europe, sans doute sous l'impulsion des nombreux délégués européens au VIII<sup>ème</sup> congrès pénitentiaire international de Washington.

Le système classique a fait faillite parce qu'il était faux, étant purement abstrait et théorique. Il n'avait aucune réalité criminologique et manquait totalement de psychologie. Il ne tenait pas compte du fait que les enfants et les adolescents ne sont pas de «petits adultes» ou des «adultes en miniature», mais qu'ils constituent, comme on l'a dit en Suisse, «un monde à part» et qu'ils doivent dès lors bénéficier d'un droit (matériel et formel) adapté à ce qu'ils sont en réalité et à ce que l'on se propose de faire d'eux lorsqu'ils ont commis des actes tombant sous le coup de la loi pénale, dans le sens de ce qu'on a appelé la «politique criminelle» de prévention, d'éducation et d'adaptation à la vie sociale. On a rappelé dans l'histoire des nouvelles institutions qu'en Belgique, les magistrats s'opposaient, dès 1889, à poursuivre les mineurs, parce que les peines infligées, au lieu de les amender, «ne réussissaient qu'à les flétrir» et «finissaient par accroître le nombre des délinquants endurcis et incorrigibles»: ce qui devait conduire aux dispositions spéciales nouvelles, que firent exemple, de la loi belge du 15 mai 1912. De même en Suisse, à Genève par exemple, en 1910, 107 plaintes contre des mineurs, sur un total de 136, avaient été classées par les magistrats, qui se refusaient à appliquer le système ordinaire de type français, et c'est ce qui explique que dès 1910 le canton de Genève établit un projet de juridiction spéciale pour les mineurs, mis en vigueur par la loi du 4 octobre 1913. Nos premières lois suisses sur les tribunaux pour enfants datent de cette époque: celle de Bâle-Ville est du 27 avril 1911, celle de St. Gall, du 8 avril 1912;

celle de Zurich suivra en 1919, mais le projet en remontait aussi à 1910.

En Suisse cependant, la situation constitutionnelle bien connue allait singulièrement compliquer le système et créer certaines difficultés. M. et M<sup>me</sup> Veillard-Cybulska peuvent justement dire, dans leur récent ouvrage sur *Les jeunes délinquants dans le monde* (1963), que «la Suisse présente sans doute le tableau le plus disparate, pour des raisons constitutionnelles».

On sait en effet que, dans notre pays, la législation — pénale, civile, processuelle, administrative — a toujours appartenu *aux Cantons*, étant un attribut de leur souveraineté, puisqu'ils constituaient des Républiques indépendantes simplement réunies par un lien confédéral. La constitution fédérale de 1848 leur avait laissé leur droit traditionnel de légiférer en matière pénale, tout en interdisant les «tribunaux d'exception», c'est-à-dire occasionnels comme les cours martiales, et leur avait garanti leur souveraineté juridictionnelle, sous réserve de l'institution d'un Tribunal fédéral (siégeant à Lausanne) pour le recours sur les matières de droit fédéral, peu abondantes encore. A la suite d'une résolution de la Société suisse des Juristes, de 1887, demandant l'unification du droit pénal en Suisse vu les désavantages du morcellement de nos législations pour la lutte contre la criminalité, une motion en ce sens fut déposée au Conseil national et, dès 1889, le Conseil fédéral chargea le professeur Carl Stooss, de Berne, des travaux préparatoires; celui-ci mit rapidement au point l'avant-projet de la partie générale, en 1893, et l'avant-projet complet avec ses motifs, en 1894. Le moment était venu de consacrer le principe de l'unité du droit pénal dans la constitution (comme cela avait lieu aussi pour le Code civil à l'art. 64), et le peuple et les cantons ont approuvé, en novembre 1898, le nouvel article 64 bis de la constitution fédérale, qui



donne à la Confédération «le droit de légiférer en matière pénale», mais réserve expressément que «l'organisation judiciaire, la procédure et l'administration de la justice demeurent aux cantons dans la même mesure que par le passé» : ce qui veut dire, dans la mesure où elles leur appartenaient encore à ce moment.

Voilà donc pourquoi, dans le système que nous avons à étudier, nous trouverons les *dispositions matérielles* du droit des mineurs unifié dans le Code pénal suisse du 21 décembre 1937, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1942, auquel ont abouti les premiers projets de Stooss, au Titre IV de la partie générale, sous la rubrique *Mineurs*, comportant les articles 82 à 109. Et voilà pourquoi, d'autre part, *l'organisation et la procédure* des juridictions pour mineurs seront du domaine *cantonal* et par conséquent très variables. Pour éviter le désordre excessif ou les contradictions choquantes qui pourraient mettre en danger l'application du régime, le Code pénal fédéral s'est borné à poser quelques principes très généraux, aux art. 369 à 373 de son Livre III sur l'entrée en vigueur et l'application du Code, sous le titre de «Procédure à l'égard des enfants et des adolescents».

On ne saurait perdre de vue cette particularité pour comprendre l'exposé que nous avons à donner.

## 2

Il faut dégager d'abord les grands traits qui nous permettront de mieux saisir l'ensemble du système, tant en ce qui concerne le *droit de fond*, que la procédure et le *droit de forme*.

1. Le projet suisse de 1893 ne comportait encore, quant au droit de fond, que deux articles; mais il ouvrait la voie d'une manière qui était, à l'époque, vraiment «révolutionnaire». Il

écartait en effet toute poursuite et toute condamnation pénale jusqu'à l'âge de 14 ans, pour soustraire l'enfant aux tribunaux et faire jouer en sa faveur plutôt les moyens de tutelle et de protection, bien développés dans le droit civil. Pour ceux de 14 à 18 ans, déférés au juge, celui-ci, lorsqu'il les trouvait capables de discernement, ne pouvait les condamner à une peine ordinaire, mais seulement prononcer une mesure d'éducation. Le projet de 1908 fit un pas de plus en abandonnant la notion de discernement, si vague et jamais définie, et en voulant que le juge examine «leur développement mental et moral», c'est-à-dire l'ensemble de leur personnalité. Dans l'analyse qu'il faisait de notre avant-projet, le grand criminaliste allemand Franz von Liszt, qui disait envier la Suisse pour une oeuvre aussi originale et novatrice, se félicitait que l'enfant avant 14 ans révolus ne pût être soumis à une poursuite pénale et dût relever de l'autorité tutélaire ou scolaire, car il correspondait «absolument aux exigences de la politique criminelle» que préconisait l'Union internationale de droit pénal, «que les écoliers ne puissent être renvoyés devant le juge pénal et mis en prison». Quant aux adolescents, le système de traitement choisi selon que le jeune coupable serait «abandonné, corrompu ou en danger de l'être», et le remplacement prévu de la peine publique par les arrêts scolaires ou la réprimande, l'éducation surveillée ou la maison corrective méritaient, abstraction faite de quelques détails, «qu'on y applaudisse vivement», car ce système pouvait être, affirmait-il, «considéré comme exemplaire (mustergültig)».

a) Cet embryon de dispositions a été remanié et développé parallèlement aux nouvelles expériences et législations en Europe et dans nos cantons les plus avancés (Thurgovie et Berne institueront leurs lois spéciales en 1927 et 1930, et le Tessin en 1934 comme l'Italie). Le projet définitif, soumis aux Chambres par le Conseil fédéral en 1918, en déplaçant les

dispositions relatives aux jeunes délinquants et les transférant à la fin de la Partie générale, a consacré formellement la séparation du droit spécial des mineurs et du droit commun des adultes : c'est donc un véritable petit «Code de l'enfance délinquante», pourrait-on dire, qui se trouve aux art. 82 à 100 CP.

Le législateur suisse a fini par conserver les «*classes d'âge*» habituelles, non pas qu'il leur attribue comme anciennement une valeur absolue, car elles sont assez arbitraires et d'ailleurs non étanches, et les discussions pour en arrêter les limites, si différentes dans les anciens codes pénaux cantonaux, l'ont bien montré. Mais on a pensé que ces catégories sont pratiquement utiles pour établir des règles et guider le juge, tant que celui-ci ne sera pas, du fait de sa formation technique et de son expérience spécialisée, en mesure d'«individualiser» sans risque d'erreur les solutions appropriées.

Jusqu'à l'âge de 6 ans, correspondant en gros à ce qu'on appelait autrefois «l'âge de raison», les mineurs restent totalement soustraits au droit pénal et les dispositions du Code ne leur sont pas applicables (art. 82 al. 1) : ils relèvent de la famille, de l'école et de l'autorité tutélaire. Le droit spécial s'applique donc aux mineurs qui se trouvent dans la période de l'«enfance», soit de 6 ans à 14 ans révolus (art. 82 al. 2), et à ceux qui se trouvent dans la période de l'«adolescence», soit de 14 à 18 ans révolus (art. 89). Le législateur a d'ailleurs raisonnablement prévu que l'autorité compétente pour juger l'enfant «pourra renoncer à toute mesure si celui qui exerce la puissance paternelle a déjà pris des dispositions suffisantes, ou s'il s'est écoulé trois mois depuis que l'acte a été commis» (art. 88). L'intervention n'est en effet plus nécessaire dans le premier cas, et elle peut être devenue tout à fait inopportune dans le second, tant les impressions de l'enfant sont fugitives et tant le retour en arrière sur des faits qui s'estompent peut être contre-indiqué pour lui sous certaines

conditions. Dans la seconde période, pour les adolescents, le caractère «répressif» est plus marqué que dans la première, mais le système est fondé sur les mêmes principes, c'est-à-dire sur l'état dans lequel se trouve le jeune délinquant (selon qu'il a besoin d'un traitement, qu'il est moralement abandonné, perversi ou en danger de l'être, ou qu'il peut être considéré comme normal), et sur les *mesures* particulières que nécessite cet état, qu'elles soient préventives, éducatives, thérapeutiques ou de caractère disciplinaire ou répressif.

Enfin, consacrant aussi le système de la «période de transition» entre la fin de l'adolescence, soit la «majorité pénale» puisque dès lors le jeune coupable est sujet normal du droit pénal, et la majorité civile, système admis par les législations cantonales antérieures, le Code a retenu, entre 18 et 20 ans révolus (art. 100), un laps de temps pendant lequel le délinquant est jugé d'après les dispositions et passible des sanctions et mesures applicables aux adultes, mais peut bénéficier d'une atténuation de peine dans les limites prévues par la loi.

b) La fixation des limites d'âge n'a pas été facile, mais elle s'explique finalement bien par les conditions de notre pays. La limite supérieure de la période de l'enfance, d'abord envisagée à 15 ans (âge auquel la revision actuelle de ces dispositions tend à revenir), a été arrêtée à 14 ans parce que c'est l'âge où le 90 % des enfants quittaient l'école et pouvaient entrer dans la vie professionnelle, suivant les dispositions de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques (cf. la loi du 18 juin 1914, art. 70, ayant remplacé celle du 23 mars 1877 qui déjà assurait la protection des enfants et des femmes et la limitation de la durée de leur travail). Au surplus, comme l'a relevé l'Exposé des motifs de 1908, «cette limite n'a pas une importance décisive, étant donné que même pendant la période suivante le traitement devra être approprié à l'âge de l'adolescent». La limite supérieure de l'adolescence a été



fixé à 18 ans révolus, en dépit d'une proposition de la faire coïncider avec la majorité civile et de la porter à 20 ans, parce que 18 ans est l'âge à partir duquel nombre de jeunes gens ne vivent plus sous la dépendance de leurs parents et peuvent plus ou moins se suffire à eux-mêmes; c'est aussi l'âge à partir duquel certaines dispositions du droit civil leur reconnaissent une maturité suffisante pour être émancipés, contracter mariage ou disposer par testament (art. 15, 96 et 467 CC).

La fixation de la «majorité pénale», soit de la pleine capacité pénale à 18 ans est aujourd'hui très contestée, comme chacun le sait depuis les travaux et discussions du V<sup>ème</sup> congrès international de Défense sociale tenu à Stockholm en 1958, le colloque organisé par les Nations Unies à Londres en 1960, et le VI<sup>ème</sup> congrès internationale de Défense sociale qui s'est déroulé à Belgrade en 1961 et qui a repris à fond ce thème essentiel. Chargé, à la séance finale, d'en dégager la signification et les résultats, nous pouvions relever à ce propos (et nous estimions pouvoir le faire aussi en tant que chef de la délégation suisse), qu'à toutes les «fictions» et les «formules vaines» (comme celles d'âge de raison, de discernement ou de présomption de responsabilité), «le droit traditionnel ajoutait l'illusion aberrante que le mineur, l'adolescent, vers 18 ans environ, devenait d'un jour à l'autre comme par enchantement, un «adulte», un «majeur pénal» ayant acquis sa maturité et sa pleine «capacité pénale», qui méritait une sanction toute différente de celle de la veille, faisant passer l'idée de répression et d'intimidation avant toute idée d'éducation, de correction, de transformation plus poussée: cela précisément à la période du développement physique et moral et des transformations décisives! Mais «la nature ne fait pas de sauts»... On ne peut plus douter que l'âge légal ou chronologique ne coïncide pas nécessairement avec l'âge de la maturité person-

nelle, psychologique, biologique et sociale, et que *celui-ci* doit être déterminant pour le jugement et le traitement de l'auteur». La science moderne, en effet, a mis en évidence et porté au premier plan le problème des *jeunes adultes*, dont la formation physique et morale n'est guère achevée avant 25 ans ou davantage suivant les individus, et qui nécessiteraient donc des *mesures rééducatives renforcées*, au lieu de justifier une *peine ordinaire atténuée*, comme le fait la disposition de notre Code (art. 100), encore assouplie en ce sens par la petite revision de notre Code pénal en 1950, au lieu d'être changée.

2. Quoi qu'il en soit, le *caractère* du droit spécial des mineurs est différent de celui des adultes, comme nous l'avons indiqué, tout en restant du «droit pénal» bien qu'il vise la prévention et l'éducation avant tout, et bien que l'autorité cantonale chargée de l'appliquer ne soit pas nécessairement une juridiction «pénale», comme nous aurons à le voir (art. 369 CP). Son application suppose toujours que l'enfant ou l'adolescent ait «commis un acte punissable en vertu du code pénal» ou d'une loi fédérale spéciale (art. 82 al. 1, 89 et 333 CP). C'est à dessein que le législateur s'est servi de cette formule et a évité de parler de «délit» pour ne pas accentuer la valeur de l'acte avant tout, et pour souligner la différence d'esprit avec le droit des adultes. Mais on vise bien, selon le projet et le message du Conseil fédéral aux Chambres, l'acte qui, «n'était le jeune âge de son auteur, serait réprimé comme délit» (au sens large). Il faut donc — et il suffit — que l'enfant ou l'adolescent ait commis un acte qui objectivement, d'après ses éléments matériels, constitue une infraction; subjectivement, la notion de «responsabilité» pénale, essentielle pour le droit des adultes, n'est plus décisive, et le droit des mineurs est ainsi «dégagé de ses rapports traditionnels avec la notion de responsabilité morale», comme le dit Logoz,

Mais les mesures de caractère disciplinaire à l'égard des enfants (soit la réprimande ou les arrêts scolaires, art. 87 CP), et celles de caractère répressif à l'égard des adolescents (la réprimande, l'amende ou la détention pour un an au maximum, art. 95) ne peuvent être prises que si le jeune délinquant se trouve «en faute» et qu'on a ainsi quelque chose à lui reprocher.

Ainsi, c'est moins l'acte commis et sa gravité matérielle qui paraissent déterminants pour la mesure à prendre, que le caractère du jeune délinquant, son affectivité et ses penchants, son état physique et mental, ses antécédents et son milieu. «Ce n'est pas le délit, mais le jeune délinquant, qui devient centre du procès. Depuis son premier contact avec la justice jusqu'à ce que le traitement prenne fin, tout gravite autour de sa personnalité». Comme l'exprimait bien encore l'excellent Exposé des motifs de 1908 qui précise souvent très utilement l'intention des experts ayant mûri et transformé le projet, «pour être efficaces, les mesures et les châtements (au sens éducatif) devront être adaptés au caractère de l'enfant, ainsi qu'à son état mental et physique. La nature de l'acte, la façon dont il a été commis, n'ont ici d'importance qu'à titre de symptômes. Il est donc indispensable que la décision soit précédée d'une enquête approfondie sur l'enfant et sur son entourage. Le projet en fait une obligation pour le juge», comme nous le verrons.

Il s'agira en effet pour celui-ci de déterminer, dans chaque cas, si le jeune délinquant est moralement abandonné, perversi ou en danger de l'être (art. 84 al. 1, et 91 al. 1), si son état exige un traitement spécial et notamment si le mineur est atteint d'une maladie mentale, faible d'esprit, aveugle, sourd-muet ou épileptique, ou encore, pour l'adolescent, s'il est adonné à la boisson ou si son développement mental ou moral présente un retard anormal (art. 85 et 92), ou enfin s'il ne se trouve pas dans un de ces états et si l'on peut donc

lui appliquer une mesure disciplinaire, lorsqu'il s'agit d'un enfant, ou répressive, lorsqu'il s'agit d'un adolescent (art. 87 et 95).

Quand il n'y a pas lieu de recourir à ces dernières mesures à caractère de sanction corrective, mais à l'éducation sous surveillance ou à un traitement spécial pour l'enfant (art. 84 et 85), ou au placement dans une famille digne de confiance, au renvoi dans une maison d'éducation ou à l'application d'un traitement approprié pour l'adolescent (art. 84 s. et 91 s.), le législateur a d'ailleurs expressément prévu que l'autorité compétente pour juger le mineur «pourra en tout temps substituer une autre mesure à celle qu'il a ordonnée» (art. 86, et 93 al. 1), cela évidemment toujours dans l'intérêt bien compris du mineur et pour autant que la modification de la mesure, comme par exemple le renvoi en traitement au lieu de l'éducation surveillée, ou le renvoi dans une maison d'éducation au lieu du placement familial ou vice-versa, soit justifiée par les circonstances. En effet, le comportement d'un enfant peut se modifier rapidement; les changements se produisent peu à peu, de manière insensible et qui souvent échappe à l'observation, cela en bien ou en mal, «et la mesure qui était appropriée six mois auparavant peut être, au contraire, néfaste plus tard». Aussi la modification du régime éducatif «doit être possible en tous temps, pour parvenir à une individualisation adaptée non seulement à une personnalité, mais encore à son évolution». Cela est tout à fait naturel et même nécessaire, du moment qu'on n'a plus en vue le problème juridique de la responsabilité ou de la punition, mais le problème psychologique et social de la rééducation, de la guérison ou du reclassement. Sous cet aspect, la décision ne peut avoir le caractère d'intangibilité de la «chose jugée», puisque ce n'est pas la quantité de la sanction, mais la qualité et l'efficacité les meilleurs de la mesure dans l'intérêt du mineur, qui importent.



Cette réforme permet de plus au juge de corriger les erreurs possibles de sa décision et «l'incite à une autocritique constante de son travail». Car, observait justement le juge Jean-neret, «dans ce domaine plus que dans tout autre, l'erreur est possible. Elle ne peut avoir de conséquences graves si elle est décelée et corrigée à temps, si le juge ne s'entête pas à y persévérer et s'il transforme rapidement une mesure inefficace ou dangereuse. Cette possibilité de modifier d'office la mesure donne du courage et permet de tenter, d'essayer, sans mettre la responsabilité du juge à trop rude épreuve».

Toutes ces dispositions fondamentales, qui sont *de droit fédéral*, s'imposent donc aux cantons, et le recours en nullité auprès de la Cour de cassation du Tribunal fédéral, pour «violation du droit fédéral», est donné contre les jugements et contre les ordonnances de non lieu de dernière instance des cantons, lorsque les conditions légales d'un tel recours sont réunies au sens des dispositions de la Loi fédérale sur la procédure pénale, du 15 juin 1934. Le recours est en effet ouvert tout à fait généralement (art. 268 ss. PPF) en ce qui concerne le droit des mineurs aussi bien que le droit des adultes. Si la juridiction fédérale suprême estime le pourvoi fondé, elle annule la décision attaquée et renvoie la cause à l'autorité cantonale compétente pour qu'elle statue à nouveau, en étant liée par les considérants de droit de l'arrêt de cassation.

### 3

On voit aussitôt que dans un système aussi nuancé, et fondé sur la personnalité du jeune délinquant et la qualité de la décision à prendre à son égard, des *règles de procédure* particulières devront s'imposer d'une manière générale, tant en ce qui concerne la détermination des modalités de la décision, que celles du traitement individuel applicable. C'est pourquoi, on l'a dit, bien que l'organisation judiciaire et la

procédure relèvent, en principe, des cantons, le législateur *fédéral* a été obligé aussi de poser quelques règles strictes, valables pour les autorités de tous les cantons.

1. Ces règles de procédure visent, d'abord, la *préparation de la décision*, et le *for* pour le jugement du mineur. Vu l'importance capitale des mesures que l'autorité de jugement cantonale va être appelée à prendre envers lui, dans l'intérêt de son avenir et de sa «resocialisation», il faut éviter dans toute la mesure du possible que le juge se trompe ou prenne des décisions insuffisamment mûries ou inconsidérées.

C'est pourquoi, d'abord et en principe toute décision à l'égard d'un enfant ou d'un adolescent doit être préparée par une *enquête* préliminaire. Son importance est primordiale, comme le relevait Zurcher dans les Motifs de 1908, puisqu'elle doit commander des mesures tout individuelles et bien différentes selon les cas. Les nécessités de l'individualisation sont si considérables et les données du problème individuel si délicates, que le juge ne peut choisir la solution adéquate qu'après les avoir soigneusement établies. Il devra donc procéder à un éclaircissement qui ne soit pas seulement une enquête sommaire et *pro forma*. Le législateur a voulu qu'il s'agisse d'une enquête approfondie, complète, éclairant tous les aspects *de fait* et tous les aspects *de la personnalité* du jeune délinquant, ce pourquoi il serait aisé à tous les cantons, en présence de ces dispositions fédérales impératives, de constituer un «dossier de personnalité» comme le réclame la science criminologique moderne, dans tous les cas mettant en cause des mineurs lorsqu'il ne s'agit pas de simples bagatelles sans conséquences durables prévisibles.

Cette enquête *in factum* et *in personam* voulue par le législateur (art. 83 et 90 CP) doit porter sur trois ordres d'éléments essentiels. Avant toute chose, ordonne la loi, l'auto-

rité compétente «constatera les faits»: l'enquête portera donc en premier lieu sur les circonstances et les éléments constitutifs de l'acte commis, sur le point de savoir si cet acte est «punissable en vertu du code pénal» ou si l'acte était licite, s'il existe des faits justificatifs et des circonstances atténuantes (qui s'appliquent naturellement aussi aux mineurs lorsque des mesures disciplinaires ou répressives se justifient). Puis, prescrit le code, «si cela est nécessaire pour la décision à prendre» — et ce l'est évidemment presque toujours, — l'autorité *prendra* (elle en a donc le devoir) «des informations sur la conduite, l'éducation et la situation du mineur», c'est-à-dire sur les causes et facteurs *sociaux, externes*. Elle «devra en outre requérir des rapports ou des conclusions d'experts» (qu'il s'agisse de médecins, psychiatres, pédagogues, éducateurs, etc.), qui porteront «sur son état physique et mental», c'est-à-dire qui devront éclaircir les causes personnelles, *bio-psychologiques, internes*. Pour élucider ces causes et cet état, et permettre de déterminer ainsi les mesures thérapeutiques, curatives, éducatives ou disciplinaires à prendre, «l'autorité pourra également ordonner que l'enfant ou l'adolescent soit mis en observation pendant un certain temps». C'est parfait et l'on aura ainsi la possibilité d'élaborer un tableau, un diagnostic et un pronostic assez sûrs, à condition naturellement que les services médico-psychiatriques ou pédagogiques, et que les établissements cliniques appropriés existent dans les cantons, ce qui est loin d'être toujours le cas. Nous ne pouvons naturellement ici que résumer les principes; pour l'application pratique, il faut renvoyer aux ouvrages et aux données des spécialistes, qu'il s'agisse des juges des mineurs eux-mêmes (rapports de MM. les juges Jeanneret et Berger à Genève, Veillard à Lausanne, notamment), ou des auteurs de monographies spécialisés: la thèse récente de Madame Degoumois, de 1963, sur les principes de la procédure pénale

applicable aux mineurs en Suisse, renseigne en particulier sur les «moyens d'information», y compris l'examen médico-psychologique et l'observation (III<sup>ème</sup> partie, p. 82 ss.).

Cette nécessité d'enquêtes décisives est aussi la raison pour laquelle le législateur suisse a admis et imposé, dans le droit des mineurs, en tant que *for* principal, ordinaire, de la poursuite et du jugement, non pas celui du lieu de la commission du délit comme dans le cas des infractions commises par les adultes (art. 346 CP), mais le *for* du *domicile* ou, si l'enfant ou l'adolescent réside à long terme dans un autre lieu, par exemple pour un traitement, pour ses études ou pour un apprentissage, de sa *résidence* (art. 372 CP). C'est là en effet que les informations sur la personne du mineur, sa santé, son milieu, son comportement habituel, les circonstances de sa vie et de son acte, peuvent être le plus facilement et sûrement recueillies, le centre de gravité de l'information n'étant plus constitué par le délit, mais par sa personne. «S'il est en danger moral, a-t-on observé, il importe de confier aux autorités du lieu de son domicile le soin de sa rééducation et de sa surveillance»; au surplus, la solution est aussi «judicieuse psychologiquement: le contact avec l'autorité locale est moins «traumatisant» pour le mineur que s'il était jugé par le juge d'un lieu inconnu de langue et de mentalité étrangères à lui». Enfin, «c'est aussi au lieu de leur domicile que les droits des parents seront le mieux pris en considération». La solution apparaît donc «en tout point heureuse», et les conflits sont rares, d'autant plus que les solutions légales sont saines et que le Département fédéral de justice et police, dans sa jurisprudence (les conflits entre cantons à ce sujet relevant du Conseil fédéral), ainsi que les autorités cantonales elles-mêmes, ont interprété et appliquent ces textes conformément à la volonté du législateur. Comme l'exprimait par exemple une décision du président de la Chambre des mineurs du canton

de Vaud, du 7 mars 1946, ce for a été institué et doit être consacré «avant tout pour respecter l'unité de la famille, les droits du détenteur de la puissance parentelle, pour assurer au mineur la garantie d'être jugé par son juge naturel, soit le juge du lieu où sont établis ses parents, enfin pour faciliter l'enquête sur sa situation personnelle et familiale». Mais il va de soi que, pour que la règle puisse s'appliquer, le domicile ou la résidence du mineur doit se trouver en Suisse. Le mineur domicilié à l'étranger et qui viendrait à commettre une infraction en Suisse, sera jugé d'après les dispositions ordinaires du Code pénal sur le for (art. 346 ss.).

2. Le projet de Code pénal suisse soumis aux Chambres par le Conseil fédéral contenait encore une importante disposition (art. 392 s.) voulant que devant l'autorité cantonale compétente «la procédure devra être maintenue le plus possible *séparée* en ce qui concerne le lieu et le temps, du procès pénal contre les adultes. A l'audience, ne pourront assister que les parents, le représentant légal et le représentant des organisations pour la protection de l'enfance». C'étaient là des règles fort sages dictées par les expériences, afin d'obvier, d'une part, aux inconvénients du système traditionnel de renvoyer les mineurs devant les tribunaux ordinaires *avec des adultes* ou chargés du jugement des adultes, sans faire les distinctions qui pourraient marquer les différences nécessaires en créant au moins des audiences spéciales pour les mineurs, comme on l'avait fait tout d'abord, à Boston notamment, dès 1869, puis en de nombreux autres lieux avant la création des *Juvenile courts*. Il s'agissait d'autre part d'éviter aussi les désavantages bien connus de la *publicité* donnée aux affaires des mineurs, incités par là à se poser en vedettes ou en victimes sociales, et d'ailleurs exposés à être marqués d'un stigmate souvent indélébile.

Mais la double obligation de la disjonction des causes et du huis clos n'a pas trouvé grâce, car on redoutait que ce fût là un obstacle insurmontable et que cette disposition menaçât d'être parmi celles qui risquaient de faire rejeter le Code pénale suisse — qui n'a d'ailleurs été admis que d'extrême justice à la votation populaire du 3 juillet 1938. Les partisans de la tradition fédéraliste jugeaient aussi qu'il s'agissait là d'une brèche si profonde à la souveraineté des cantons en matière d'organisation judiciaire et de procédure, qu'il ne convenait pas de l'imposer à l'ensemble de la Suisse. Il est évident cependant que les principes que le projet du Conseil fédéral désirait incorporer dans le Code n'en restent pas moins tout à fait judicieux et recommandables en eux-mêmes et que, s'ils ne peuvent être imposés à aucun canton, chacun a naturellement le droit de les admettre et de les appliquer s'il les trouve bons, ce qui sans aucun doute sera de plus en plus le cas.

3. Le législateur fédéral a introduit d'autre part dans le Code pénal de 1937, à côté des dispositions sur la renonciation à toute mesure ou sanction dans les cas de «quasi prescription» pour les enfants ou de «prescription réduite» pour les adolescents au bout d'un certain délai (art. 88 et 98), une autre disposition relative à la procédure et valable pour tous les cantons: c'est la fameuse *sentence suspendue* prévue pour les adolescents (uniquement), dans certains cas-limite (art. 97). «Lorsqu'il n'est pas possible de juger avec certitude si l'adolescent est moralement abandonné, perversi ou en danger de l'être ou s'il a besoin d'un traitement spécial, l'autorité compétente pourra suspendre sa décision concernant une peine ou une mesure». L'adolescent sera alors soumis à un patronage, et un délai d'épreuve de trois ans au maximum lui est imparti: s'il ne subit pas l'épreuve avec succès, l'autorité de

jugement reprendra l'affaire et prononcera la détention, l'amende ou l'une des mesures prévues pour les adolescents; au cas contraire, elle «ordonnera la radiation au casier judiciaire» du jugement qui avait constaté que le jeune délinquant avait commis un acte objectivement punissable (art. 360 CP).

Tout en comprenant l'intention d'une telle disposition, on est bien obligé de constater qu'elle est critiquable, comme nous avons eu l'occasion de le montrer dans diverses publications en étudiant le sursis à l'exécution de la peine (système suisse) et le sursis à la condamnation (système anglo-saxon), si l'on veut appliquer ces institutions dans leur sens profond et avec leur utilité la meilleure. Certes l'hésitation du juge et, dans certains cas, le renvoi de sa décision, sont compréhensibles car, pour reprendre la formule de Logoz, cette «période critique» de l'adolescence est très souvent «le royaume du doute». Mais encore faut-il que les institutions nouvelles répondent réellement à leur but. Cette idée de la «sentence suspendue» avec mise sous surveillance (ou «probation»), empruntée au système anglo-américain, a été timidement introduite dans le Code pénal suisse, et à ce seul endroit, pendant les délibérations législatives, sur proposition des services de protection des mineurs des cantons de Berne et de Zurich en 1931. L'idée serait en soi judicieuse, mais à condition d'être justement développée et différemment appliquée. Il est bon que dans certains cas douteux le juge puisse attendre de «voir clair» par cette expérience, et ajourner sa décision sur la mesure à prendre. Pourtant, le but même de l'institution n'est pas de tirer le juge d'embarras: elle est au contraire, et l'on ne saurait l'oublier, de pouvoir faire abstraction d'une condamnation ou d'une mesure dans tous les cas où il peut avoir au moins l'espoir légitime que la suspension de la sentence aura un effet avantageux sur le délinquant poursuivi, c'est-à-dire que l'avertissement judiciaire, joint à la rééducation surveillée, a chance

d'amener la réformation et le redressement cherchés. Les juges des mineurs les plus expérimentés dans ce domaine, comme les présidents des Chambres des mineurs genevoise et vaudoise, MM. Berger et Veillard, ont aussi fait la critique de cette disposition, et montré dans quel sens la sentence devrait être comprise et appliquée en tant que facteur de redressement donnant au jeune délinquant, encore hésitant et malléable, une chance de premier ordre de s'amender, avec son propre concours.

4. Enfin, pour la protection et l'avenir même du mineur, le Code pénal suisse a établi certaines règles sur l'inscription et la radiation des condamnations au *casier judiciaire*, que nous ne pouvons manquer d'indiquer puisqu'elles sont directement en rapport avec la procédure, le jugement et la condamnation. C'est en effet une matière particulièrement délicate, en même temps qu'essentielle, du droit correctif des mineurs et qui, à travers la forme, influence décisivement le fond, car les effets durables d'une condamnation prononcée peuvent ruiner toute volonté d'amendement et tout reclassement social. Le jeune délinquant peut rester marqué pendant longtemps ou même pour toujours par une faute de jeunesse, due souvent à la crise d'adolescence et à ses impulsions, à des frustrations affectives, à des tentations auxquelles il n'est pas encore en mesure de résister, à de mauvais exemples ou à une mauvaise éducation, pour ne pas dire, de plus en plus, à une carence éducative totale. Les condamnations pénales étant en principe obligatoirement communiquées et inscrites au Casier judiciaire tenu par le Bureau suisse de Police centrale (art. 359 s. et 362 s. CP), la recherche de travail, la reprise de confiance en soi et la possibilité de reclassement peuvent en être profondément entravées.

Aussi le législateur fédéral a-t-il décidé que les mesures



et les sanctions disciplinaires prises à l'égard des enfants, c'est-à-dire de 6 à 14 ans, ne seront pas inscrites au casier (cela résulte de l'art. 361 CP); ils ne seront donc jamais et traités officiellement comme des «récidivistes». Quant aux adolescents, de 14 à 18 ans, seules sont inscrites les mesures ou les peines prononcées «pour crime ou délit», à l'exclusion des contraventions; et l'autorité cantonale compétente peut ordonner la radiation au bout de trois ans au moins, «si la conduite du requérant justifie cette radiation et s'il a, autant qu'on pouvait l'attendre de lui, réparé le dommage fixé par l'autorité ou par accord avec le lésé (art. 99 CP). C'est d'ailleurs une condition générale louable voulue par le législateur suisse pour toutes les mesures de faveur, qu'il s'agisse du sursis ou de la réhabilitation (art. 41 chif. 1, et 76 à 80 CP), mesures utiles au reclassement du condamné à condition qu'elles soient méritées par lui et qu'il participe ainsi à sa réintégration sociale.

Mais les mesures d'inscription au casier, aussi justifiées qu'elles paraissent pour des raisons de sécurité et même ainsi réduites, ont un inconvénient particulier pour les mineurs. Si les tiers n'ont pas le droit de demander des extraits du casier judiciaire, un employeur ou un patron sollicités d'engager quelqu'un demandent souvent au postulant lui-même de produire, à titre de «certificat de bonne conduite», un extrait à lui délivré (art. 362 al. 2). Cette manière de faire, si nuisible à l'adolescent qui cherche du travail, veut entrer en service ou faire un apprentissage, a été à juste titre très critiquée. Pour les adultes, on admet qu'un «souci légitime de sécurité et de justice incite la société à se renseigner sur le passé des délinquants»; car «on ne peut traiter de la même manière un délinquant occasionnel et un récidiviste chevronné, et la biographie judiciaire de celui qu'on va condamner est donc nécessaire». Mais l'on s'est demandé et l'on n'a pas fini de

se demander si une telle institution est justifiée lorsqu'il s'agit de jeunes délinquants, non seulement à cause du tort irréparable que l'inscription peut leur faire, mais encore parce que ce serait «étrangement méconnaître les capacités et la formation du juge des mineurs que de compter sur la seule inscription au casier judiciaire pour l'éclairer sur certains cas particulièrement troublants», le juge spécialisé n'ayant «pas de peine à connaître le court passé d'un adolescent, que le plus souvent dissimule mal son délit». De plus, «l'enquête sociale, l'interrogatoire du prévenu et de ses parents, les examens médicaux et psychologiques doivent permettre de déceler un délit antérieur».

Quoi qu'il en soit, la revision partielle du Code pénal en 1950, tenant compte des justes critiques s'est efforcée de trouver aussi remède à la situation, sans renoncer à l'inscription pour les adolescents. Le nouveau texte proposé (art. 362 al. 2) prévoyait que les extraits délivrés à l'intéressé (pour être soumis par exemple à un patron, à un employeur ou à une autorité administrative) ne mentionneraient pas les mesures et peines prévues aux art. 91 à 97 CP. On ne l'a pas décidé d'une manière aussi absolue, mais une solution raisonnable a été trouvée en ce sens que les inscriptions radiées ne sont communiquées qu'aux autorités d'instruction et aux juridictions pénales, et seulement lorsque la personne sur laquelle des renseignements sont demandés «figure comme inculpé dans un procès» (art. 363 al. 4), ce qui est juste puisque le juge ne peut bien juger que s'il connaît les antécédents. Le Conseil fédéral a été de plus autorisé à édicter d'autres dispositions relatives aux extraits «qui sont délivrés dans certains buts déterminés» (art. 363 al. 3), par exemple lorsqu'il sont requis par des autorités étrangères d'immigration, afin qu'un refus et la destruction d'une chance de reclassement réellement possible et souhaitable, n'interviennent pas pour une ins-

cription de caractère anodin. Peut-être la solution la meilleure serait-elle bien celle que préconise Madame Degoumois dont la grande expérience en ce domaine n'est guère récusable, et à qui nous empruntons les arguments opposés à l'inscription résumés ci-dessus. «Si nous opposons au casier judiciaire, conclut-elle, ce n'est pas pour renoncer, pour autant, à toute source d'information, mais au contraire, pour lui substituer une forme plus perfectionnée: le dossier de personnalité».

Ces indications générales données et le système fondamental du droit suisse des mineurs étant ainsi connu, nous pourrions examiner comment *en pratique* sont organisées et fonctionnent les juridictions pour les mineurs dans les différents cantons auxquels la compétence en est formellement réservée par l'art. 64 bis de la constitution fédérale. On doit cependant rappeler d'abord, avec l'auteur précité de la thèse sur *Les principes de la procédure pénale applicable aux mineurs en Suisse*, que l'étude de ce système se révèle laborieuse puisqu'elle suppose l'examen des législations des 25 Etats composant la Confédération (22 cantons, dont 3 séparés en demi-cantons). «A la difficulté d'une grande diversité des droits s'en ajoute une seconde: l'extrême malléabilité et la souplesse du droit des mineurs. Chaque magistrat l'applique selon ses vues personnelles et comble, à sa façon, les lacunes législatives voulues ou involontaires, au point que nous sommes en présence d'un véritable droit prétorien adapté à chaque cas particulier... Il existe en marge des textes légaux des usages *praeter vel contra legem* que seuls les praticiens connaissent... A ces complications s'ajoute le fait que la jurisprudence publiée est ici peu abondante. Les praticiens recherchent davantage des traitements pratiques, adaptés aux cas concrets, que la solution d'énigmes juridiques dignes d'une publication». La carence des décisions publiées s'explique peut-être aussi, selon le professeur Clerc, par «le rôle secondaire assigné à la procé-

ture» dans notre pays. Aussi, plutôt que d'analyser les diverses lois cantonales en soulignant leurs particularités<sup>1</sup>, est-il préférable de «faire oeuvre de synthèse, en dégagant l'esprit qui anime les différentes législations».

## II. L'organisation et la fonction des juridictions

Il y a lieu de partir, ici encore, de la règle générale donnée par le Code pénal suisse. Il indique que «les cantons désignent les autorités compétentes pour le traitement des enfants et des adolescents» (art. 369), et qu'ils fixent la procédure établie pour ces causes (art. 371 al. 3). La compétence prévue à l'égard des adolescents et la comparution devant la juridiction spéciale s'appliquent d'ailleurs aussi lorsque l'auteur de l'acte «l'a commis pendant son adolescence, mais ne passe en jugement qu'après avoir atteint l'âge de 18 ans révolus et avant l'âge de 20 ans révolus» (art. 371 al. 2), c'est-à-dire de sa majorité civile. Le principe est que «celui qui a commis un délit étant mineur» sera jugé et traité d'après les prescriptions spéciales qui régissaient sa conduite au moment de son action, «quel que soit l'âge auquel il est parvenu au moment où le jugement sera rendu».

### 1.

En ce qui concerne l'organisation, la composition et la fonction des *juridictions* pour mineurs, le législateur fédéral n'a pas voulu brider les cantons et leur prescrire ou même recommander un système plutôt qu'un autre. C'eût été trop toucher

---

<sup>1</sup> Mme DEGOUMOIS donne la liste des *textes législatifs* en vigueur dans les différents cantons, avec leur date, dans sa Bibliographie, *op. cit.*, 1963, p. 265 à 268. On pourra s'y référer pour toute recherche plus approfondie.

à leurs usages et à ce qu'ils considèrent comme leurs besoins et leurs droits, dans le cadre de leur organisation judiciaire indépendante. Dans l'exposé des motifs du projet de 1908, Zurcher disait à ce propos : « Depuis la publication des premiers projets suisses, le mouvement, parti d'Amérique, en faveur de la création de tribunaux spéciaux pour l'enfance et la jeunesse, s'est propagé en Suisse et y a trouvé faveur. Il n'est pas contestable que, tout spécialement pour juger les enfants, un tribunal d'experts, c'est-à-dire composé de gens qui les connaissent et qui les aiment, serait une innovation excellente. Ces tribunaux rendent des services plus précieux encore lorsqu'ils sont assistés d'un avocat de l'enfance (probation officer), qui supplée le juge pour la recherche des renseignements personnels, qui lui fait, avec l'autorité d'un expert, rapport sur le traitement à infliger à l'enfant et qui surveille, comme protecteur de l'enfant, la marche du traitement prescrit. La loi d'application donne aux cantons la faculté de remplacer ici le juge ordinaire par une autorité spécialement organisée. Cette autorité pourrait aussi, le cas échéant, être chargée de prononcer et d'infliger la réprimande et les arrêts scolaires. Rien n'empêche d'ailleurs de lui donner un rang parmi les autorités de tutelle ».

Avant l'entrée en vigueur du Code pénal suisse, six cantons avaient organisé des juridictions spéciales pour les mineurs délinquants. On s'était bien demandé s'il ne conviendrait pas de généraliser le système, mais, le souci des prérogatives cantonales ayant conduit à leur laisser la liberté en substituant le terme vague d'« autorité compétente » à celui de « juge », les cantons « ont profité de cette liberté au point qu'on se trouve en présence d'une diversité qu'il est difficile de ramener à quelques principes communs ». On peut cependant, à grands traits, distinguer les systèmes suivants.

a) Que ce soit par crainte des dépenses ou à cause de la fréquence encore assez faible de leur criminalité juvénile,

quelques cantons (de plus en plus rares) n'ont pas institué de juridictions spéciales et ont continué à remettre le jugement des mineurs *au juge ordinaire*. C'est le cas du canton du Valais, dont la récente réforme de la procédure pénale a maintenu l'organisation qui investit le «juge instructeur» (en même temps président du tribunal de district) du pouvoir de juger les jeunes délinquants. Il faut dire, en revanche, que le canton du Valais dispose d'un remarquable service médico-pédagogique itinérant, créé par le Dr. Repond à Moithey-Malévoz, qui dépiste et traite tous les cas et toutes les formes d'inadaptation juvénile; le Valais a donné l'exemple et se trouve vraiment à l'avant-garde dans ce domaine. Le canton de Fribourg, également conservateur, renvoyait aussi les mineurs devant le juge ordinaire, jusqu'à la loi sur la juridiction pénale des mineurs du 28 avril 1950, qui s'est ralliée au système du tribunal spécialisé sur le modèle de la loi genevoise de 1913/1940 et de la loi vaudoise de 1940.

Il est superflu d'insister sur les défauts du système du renvoi devant la juridiction de droit commun. On en a dûment fait la critique et elle tombe sous le sens. Le juge, habitué à juger les causes dans la seule perspective de la responsabilité pénale — ou du «discernement» suffisant pour constituer la responsabilité pénale, chez les adolescents — et de la sanction répressive, ne parvient pas, malgré sa bonne volonté, «à adopter l'optique qui sied à l'application du droit pénal aux mineurs». Il les connaît mal, ignore trop souvent leur psychologie, et le sens profond du système qui les régit. Il n'a ni le temps, ni le goût, ni la technique indispensables à l'examen approfondi de la personnalité du jeune délinquant. Le cadre du tribunal ordinaire, avec son décor, ses proportions plus vastes, sa publicité, la rencontre fatale de délinquants adultes, est, de plus, tout à fait inapproprié à cette tâche, qui veut simplicité, discrétion et atmosphère sereine.

b) Le système des *juridictions spéciales de type romand*, appliqué dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg, Neuchâtel et Tessin, a l'avantage d'être sous la direction d'un magistrat juriste, et spécialisé (sauf à Neuchâtel), connaissant donc la jeunesse, ses problèmes et sa psychologie, et en même temps le droit qu'il convient d'appliquer, puisqu'il s'agit d'une tâche juridique et judiciaire par définition, même si elle est mêlée d'éléments médico-psychologiques, pédagogiques et sociaux de premier plan. Le président juriste est assisté de deux assesseurs laïques.

Le système genevois semble avoir trouvé, dès la loi de 1913, la formule idéale. La loi sur l'organisation judiciaire (art. 12) dispose que le président de la Chambre pénale des mineurs doit être un juge professionnel et juriste (au moins licencié en droit), et que, des deux assesseurs, l'un est obligatoirement médecin, et l'autre pédagogue, l'un des deux pouvant d'ailleurs être une femme (ce qui a été et est encore le cas de la «pédagogue» et s'est montré excellent). Ainsi le faisceau des connaissances et de l'expérience spéciales crée l'instrument commun le plus souple et le plus compétent à la fois, sous une autorité présidentielle parfaitement qualifiée. Le système de la Chambre des mineurs vaudoise est très analogue, mais, depuis la nouvelle loi de 1956, on a tendance à estomper davantage le caractère «pénal», trop accentué par rapport à celui de la rééducation et du reclassement avant tout. Les rapports annuels si instructifs de M. le président Veillard, avec ses constatations, ses observations toujours lucides et ses suggestions, nous renseignent particulièrement bien sur l'activité de la Chambre des mineurs vaudoise et ses résultats.

Le système neuchâtelois, où la Chambre est constituée par un président du tribunal de district assisté de deux assesseurs laïcs, du type de l'«autorité tutélaire», le président siégeant comme juge unique pour l'application des mesures de caractère

répressif (art. 87 et 95 CP), laisse à désirer en ce sens que ni le juge ni les assesseurs n'ont les qualités de spécialistes; le président, voué d'abord à sa charge ordinaire, est surchargé au point de ne pouvoir consacrer tout le temps, l'observation et les informations indispensables aux causes des enfants et des adolescents, et cette «justice de bon père de famille» n'est plus celle qui convient. Le système tessinois prévoit bien que le tribunal des mineurs est présidé par un juge professionnel en ce domaine, assisté de deux assesseurs choisis pour leurs qualités personnelles et l'intérêt qu'ils portent à la jeunesse, ce qui permet de recourir aussi à des médecins, des pédagogues, des femmes; mais il pêche en ce que le président désigne dans chaque cas les assesseurs appelés à siéger, ce qui les rend trop dépendants de lui et les empêche, d'autre part, de se familiariser avec les nombreux problèmes qui se présentent en justice et d'acquérir l'expérience qui leur serait précieuse.

c) Le système «*alémanique*» *prépondérant* offre «une combinaison fort originale, unique au monde», et inspirée du rôle du Ministère public (*Staatsanwalt*) dans le procès pénal germanique où l'instruction est faite par ce dernier qui, pour des raisons pratiques, peut mettre fin à la procédure lorsqu'il s'agit de petites affaires. On a donc confié à un «procureur de la jeunesse» ou *Jugendanwalt*, rattaché au ministère public ou indépendant, le soin d'instruire l'affaire, de faire fonction de procureur devant le *tribunal ordinaire* siégeant en chambre du conseil, et d'assurer l'exécution de la décision. Le système connaît des variantes suivant les cantons. Le «*Jugendanwalt*» peut être appelé à instruire la cause pour les enfants (comme à Lucerne), ou pour les adolescents (comme à Schaffhouse, en Argovie, aux Grisons), ou pour tous les mineurs (comme à Berne, à Soleure, en Thurgovie, à Zurich). Il peut être chargé de juger aussi au fond, soit les enfants (comme dans



les cantons de Berne, Soleure et Bâle-Ville), soit les adolescents pour les contraventions ou les affaires légères (comme à Lucerne, à Schaffhouse, en Thurgovie, à Zurich, notamment). Il est évident que ce mode de faire permet la formation de spécialistes du droit des mineurs très expérimentés, très adonnés à leur tâche, et c'est notamment à ces fonctions exercées pendant des années à Bâle comme *Jugendanwalt*, que le professeur Frey a dû l'expérience et l'autorité peu communes qui sont à la base de ses deux grands ouvrages sur les jeunes délinquants et la récidive, et lui ont permis d'établir ses «tables de prévision» de la délinquance juvénile et ses projets de réforme si souvent cités et discutés.

Mais le principal désavantage de ce système, c'est que les décisions les plus importantes sont prises non pas par les personnes spécialisées et les plus qualifiées, mais par le tribunal pénal ordinaire, même lorsqu'il s'intitule «tribunal des mineurs» (*Jugendstrafkammer*) et qu'il siège à huis clos (sans la présence du procureur ou «*Jugendanwalt*»).

d) Ces divers systèmes ont tous le caractère de «juridictions». Mais on rencontre aussi dans nombre de cantons (surtout les petits cantons de la Suisse alémanique), la procédure *de type administratif* apparentée au système dit «scandinave», soustrayant le mineur aux tribunaux et rompant avec le principe de la séparation des pouvoirs traditionnel. Cette conception de caractère plus tutélaire et familière a donné lieu dans notre pays à de grandes discussions, qui ont précisément fait adopter le terme plus général d'«autorité compétente» dans le Code pénal suisse; on sait qu'elle est aujourd'hui en faveur dans nombre de pays. Certains de nos cantons l'ont consacrée soit pour des raisons historiques et locales, soit pour des raisons pratiques et d'économie, soit encore pour distraire ainsi complètement les mineurs du pouvoir et de l'ambiance des «tribunaux» afin d'affirmer le but avant tout tutélaire et

éducatif du droit des jeunes délinquants. C'est là en effet un de ses buts principaux et l'intention est en soi louable; mais elle a pour défaut de ne pas se soucier aussi des problèmes juridiques qui se posent, qu'on le veuille ou non, puisqu'il s'agit de s'occuper de faits ayant tous les caractères d'un délit, et qui sont soumis à des règles et à un traitement prévus par le Code pénal et soulevant des problèmes juridiques souvent peu faciles. Ce système se rencontre sous deux formes différentes, la forme scolaire, et la forme tutélaire.

*L' autorité scolaire* a été chargée soit de l'instruction (par exemple à Bâle-Campagne et en Argovie pour les écoliers, à Appenzell Rhodes-Extérieurs, à Schwyz, à Obwald, aux Grisons pour les enfants), soit aussi du jugement et de l'exécution (comme dans les cantons précédents, et aussi dans les cantons de Lucerne, d'Uri et de Schaffhouse, par exemple). On peut vraiment se demander si l'autorité scolaire est qualifiée pour instruire et juger de telles affaires, et si sa décision ne risque pas d'être faussée aussi bien par l'absence de toutes connaissances juridiques, que par des facteurs personnels et locaux. Le corps enseignant, d'ailleurs, n'aime guère s'ériger en juge et il n'est semble-t-il, «pas rare de le voir abandonner ses prérogatives en faveur d'un juge plus qualifié». Au contraire, les instituteurs et les autorités scolaires peuvent, tout à fait avantageusement, «apporter une utile contribution à l'enquête de personnalité, dirigée par le juge des mineurs», et se voir confier certaines tâches comme l'exécution des arrêts scolaires pour les enfants (art. 87 CP), qui sont tout à fait de leur ressort.

Quelques cantons enfin, soit Appenzell Rhodes-Intérieures et Bâle-Campagne, ont établi la compétence de *l'autorité tutélaire*, ce qui peut s'expliquer à première vue puisque, officiellement organisée, elle a souvent à s'occuper de problèmes en relation avec les mineurs, et que les mesures de caractère pro-

tecteur-éducatif ou tutélaire au sens large, jouent un rôle important dans le droit des mineurs. Toutefois, il s'agit là de deux domaines distincts et qu'il est préférable de ne pas confondre. D'autre part et comme on l'observait lors des discussions du projet suisse devant la II<sup>ème</sup> commission d'experts, l'autorité tutélaire est plus souvent préoccupée de contingences matérielles que de prévention, d'éducation, de guérison ou de correction, sans insister sur le fait qu'elle manque aussi du temps et des moyens nécessaires à l'instruction et au jugement d'une affaire, et de la possibilité de contrôler l'exécution et de suivre le mineur, et qu'elle put manquer d'impartialité lorsque une autorité politique communale remplit ces fonctions, comme il arrive souvent. Le contrôle des décisions importantes devrait en tout cas être assuré par une autorité supérieure. Ce qui est juste, du point de vue général de l'utilisation des compétences et du concours nécessaire, c'est de créer un lien suffisant entre l'autorité judiciaire et l'autorité tutélaire, comme l'a fait par exemple Bâle-Ville. Genève a poussé ce système le plus loin en ce que la collaboration de la Chambre pénale de l'enfance avec la Chambre des tutelles et le Service de protection de l'enfance spécialement institué et largement développé, est constante. (La loi d'organisation judiciaire prévoit même qu'en cas d'empêchement le président de la Chambre pénale de l'enfance est remplacé par un juge ou un suppléant de la Chambre des tutelles, et qu'il peut réciproquement aussi fonctionner comme suppléant de celle-ci). En effet «l'autorité tutélaire demeure un précieux auxiliaire du juge des mineurs pour l'obtention d'informations sur le milieu familial, le renvoi en cas de non-lieu, ou l'exécution des mesures civiles», estime à juste titre M<sup>me</sup> Degoumois à laquelle il faut recourir pour toutes ces informations.

On ne saurait trop insister, pour conclure, sur l'importance de la *qualification* la meilleure du juge pour la bonne applica-

tion et le succès du droit des mineurs : «Nulle part plus qu'en notre matière il importe d'élire des magistrats compétents pour s'occuper de l'enfant et de l'adolescent. Dans le domaine de la criminalité juvénile, la justice est véritablement *à l'aune de ceux qui la rendent*. De mauvaises institutions peuvent être transformées par le seul mérite d'un homme qualifié», et c'est pourquoi «la loi doit chercher autant que possible à organiser la magistrature des mineurs pour y attirer et retenir ceux qui ont l'étoffe d'un bon juge des mineurs». M. le président et M<sup>me</sup> Veillard-Cybulska (qui s'y connaissent en compétence et en valeurs dans ce domaine délicat pour en avoir pratiqué tous les deux les fonctions avec une indiscutable distinction) ont pu justement écrire dans leur livre sur *Les jeunes délinquants dans le monde*, que «les juges des mineurs qui ont laissé un nom et illustré la fonction sont ceux qui se sont engagés dans le sauvetage des jeunes à eux confiés, qui ont apporté à leur tâche la compréhension, la bonté, la patience, la persévérance avec la chaleur du cœur. C'est ce qu'ont fait les Ben Lindsey, les Wetz, les Rollet, les Chazal. Et ils n'ont pas limité leur action généreuse à leur cabinet, mais ils ont été les promoteurs d'une meilleure protection de l'enfance, ils ont montré la nécessité de bons services auxiliaires, milité pour que les pouvoirs publics accordent les crédits nécessaires, ... renseigné l'opinion publique, suscité des initiatives, exhorté les parents, collaboré à la formation de spécialistes et... plaidé en faveur des idées nouvelles dans les congrès».

## 2.

Nous arrivons ainsi naturellement à ce problème des «bons services auxiliaires» nécessaires, sans lesquels même le meilleur juge risque d'être débordé, et dont l'organisation, l'entendue et l'action laissent encore beaucoup à désirer. Les

auteurs de l'ouvrage précité rappellent à raison que «pour traiter les jeunes délinquants il faut des hommes et des institutions», et que le législateur de l'Illinois qui créait le premier tribunal pour mineurs l'avait bien compris, puisqu'il prévoyait la désignation d'agents auxiliaires (les «probation officers») et que, peu après, «on vit l'utilité d'adjoindre à ces tribunaux pour mineurs des services médico-pédagogiques. A côté des maisons de correction, on ouvrit des maisons d'éducation, puis, plus récemment, des centres d'accueil et d'observation, des foyers de semi-liberté, des clubs de loisirs, etc. Dans les grandes villes, des brigades de police pour les mineurs furent chargées de rechercher et d'interroger les jeunes délinquants. Diverses associations d'utilité publique complétèrent cet équipement». On dut cependant peu à peu se convaincre «que la bonne volonté ne suffisait pas. La rééducation est une tâche très difficile qui exige de nombreuses qualités personnelles, une formation sérieuse. Ainsi sont apparus les agents professionnels, les éducateurs professionnels, les divers spécialistes», les collaborateurs bénévoles restant d'ailleurs indispensables. Il y a donc un problème de collaboration et de formation technique, et un problème d'organisation des services et des établissements d'observation et d'éducation, qui doivent nécessairement se poser et devront être résolus si l'on veut assurer l'efficacité de l'oeuvre de «sauvegarde» et de «sauvetage», et en dernière analyse de «récupération sociale», à laquelle tend tout le régime des mineurs. /

Le législateur suisse était conscient de cette nécessité. Non seulement, on l'a vu, il a consacré le système des «enquêtes» médico-psychologiques et sociales avec la mise en observation au besoin (aux art. 83 et 90 CP), mais il a prévu aussi la création des établissements indispensables et le concours des organisations privées, dans les dispositions importantes qu'il a édictées à ce sujet (aux art. 370 et 382 à 385): «Pour le placement

d'enfants ou d'adolescents et la surveillance à exercer sur leur éducation, l'autorité compétente (judiciaire ou administrative-tutélaire) pourra faire appel au concours d'associations privées, telles que les associations pour l'enfance abandonnée et les sociétés pour la protection de l'enfance». De plus, «les cantons pourvoiront à ce que l'autorité dispose — c'est donc une obligation—des établissements nécessaires» répondant aux exigences du Code, notamment «d'établissements d'éducation pour enfants et adolescents»; ils peuvent d'ailleurs «s'entendre pour créer en commun de tels établissements», ou «prendre des arrangements avec des établissements privés», porvu que ceux-ci se conforment aussi aux exigences du code. Ils ont semblablement l'obligation de pourvoir à ce que «l'autorité dispose de locaux appropriés pour la détention des adolescents» prévue à l'art. 91. La Confédération peut enfin subventionner la création, le développement et l'exploitation de tels établissements, aussi bien officiels que privés, et elle s'est engagée à appuyer et subventionner «les entreprises ayant pour but de former des fonctionnaires pour les divers établissements prévus et de développer leurs aptitudes» (art. 386 à 390).

On nous permettra, par commodité, de traiter ici conjointement des deux aspects du problème, bien que celui de l'observation et de l'organisation des services médico-psychologiques et sociaux se pose plus particulièrement pour la préparation de la décision, et celui des établissements, postérieurement à celle-ci et pour son exécution. Car il est clair que l'observation et l'information supposent les services et établissements nécessaires, et que d'autre part l'exécution de la décision prise lors du renvoi dans les établissements exécutifs ne peut se passer du concours et du contrôle de l'observation spécialisée.

a) Puisqu'il s'agit, dans le procès des mineurs, «d'une recherche attentive de la vérité humaine en vue de déterminer,

aussi scientifiquement que possible, le meilleur traitement de resocialisation», et que le juge des mineurs «ne doit pas seulement se prononcer sur ce qui s'est passé mais prévoir les développements ultérieurs de la personnalité du jeune délinquant» et les effets du traitement qu'il décidera de lui appliquer, il est évident que le juge ne saurait arriver à cette connaissance sérieuse sans le concours de spécialistes des sciences médico-psychiatriques, psychologiques et sociales. Il ne faut pas que le juge, même professionnel, se croie trop facilement capable de procéder lui-même à de tels examens; car ceux-ci sont délicats et doivent être approfondis. L'intuition et le bon sens ne suffisent pas, et «une personnalité ne s'étudie pas en deux ou trois heures: un examen trop superficiel présenterait le grave danger de former un portrait fallacieux du mineur». En réalité, les connaissances du magistrat doivent lui permettre, non de se passer du concours des spécialistes qualifiés, mais «de comprendre le problème, de faire appel au spécialiste compétent, de se servir du matériel apporté pour le coordonner, en comprendre la signification et le traduire en mesures appropriées». C'est donc, et on y a justement insisté, un «travail d'équipe» qui s'impose, sous la direction éclairée du juge, qui garde l'initiative et la responsabilité de son étendue et de son utilisation finale. Un tel examen scientifique est vraiment «la clé de voûte de tout système cohérent» et efficace.

Pratiquement, la plupart de nos lois cantonales d'introduction du Code pénal suisse ont bien prévu, en application des art. 83 et 90 sur les «enquêtes» nécessaires, l'examen et la mise en observation dans un établissement approprié<sup>1</sup>. Malheu-

---

<sup>1</sup> Ainsi p. ex. Genève, art. 11; Berne, art. 141; Lucerne, par. 115; Schwyz, art. 60; Soleure, par. 12; Bâle-Ville et Bâle-Campagne, par. 7 et 22; Argovie, par. 9; St. Gall, art. 123; Schaffhouse, art. 94; Appenzell Rh. Extér., art. 22. Cf. DEGOU MOIS, *op. cit.*, p. 104, avec son jugement, et aussi, sur les possibilités pratiques de l'observation, p. 111.

reusement, la pratique est loin de compte, car nos tribunaux pour mineurs ne sont pas obligatoirement assortis des *services médico-pédagogiques et sociaux* qui leur permettraient de bien faire face à leurs obligations et de convenablement remplir leur mission, quand bien même des «Offices des mineurs» ont été souvent créés dans divers cantons, comme ceux de Genève, de Vaud ou de Bâle, notamment. «Grâce au rayonnement de personnalités éminentes — juge M<sup>me</sup> Degoumois après ses investigations de 1963 — notre pays jouit d'une réputation flatteuse dans ce domaine. Nous craignons que ces éloges ne s'adressent qu'à quelques services parfaitement outillés», dont le premier, créé à Genève, dès 1913, par Claparède, directeur de l'Institut des sciences de l'éducation (Institut Rousseau) fut imité par la suite, notamment en Valais dès 1930, puis dans les cantons de Neuchâtel, Vaud et le Jura bernois. «Car l'étude des institutions cantonales dévoile des lacunes désolantes, des enquêtes faites à la légère par des personnes non qualifiées, des examens superficiels qui incitent les tribunaux à prononcer des mesures inefficaces ou même dangereuses. Le 5 à 12 % des cas seulement sont soumis à l'examen d'un spécialiste. Nous nous heurtons à l'inertie de certaines autorités compétentes, à de vieux préjugés de l'opinion publique, nous rencontrons la résistance de ceux qui préfèrent les solutions à courte vue, mais bon marché, à un programme de politique criminelle constructif». Il faut cependant reconnaître, à la décharge des juges des mineurs — surtout les non spécialisés — «que les services d'observation ambulatoire n'existent pas encore partout, les seuls auxiliaires disponibles étant — en certains endroits — le gendarme et le médecin de campagne...».

La situation des *établissements d'observation* n'est pas non plus partout satisfaisante, car les maisons spécialisées manquent et les mineurs mis en observation sont souvent mêlés aux pensionnaires des maisons d'éducation, voire des cliniques



psychiatriques et des asiles pour les adultes malades mentaux. Il faudrait au moins pouvoir les accueillir dans une aile ou un pavillon séparés. C'est pourquoi il conviendrait de prévoir des accords cantonaux en vue de la création ou du développement des services ou des établissements d'observation nécessaires.

Nous ne voudrions toutefois pas pousser le tableau trop au noir, car la compréhension et les réformes se font peu à peu leur chemin. Des établissements comme «Les Charmilles» et «Les Ormeaux» à Genève, «Le Bercail» à Lausanne, «Le Vanel» à Malvilliers/Neuchâtel, pour nous limiter à la Suisse romande, méritent d'être imités et devraient être partout créés.

b) Le problème des *établissements d'éducation* appropriés, à côté de celui des services médico-pédagogiques et de l'observation, est aussi d'une importance essentielle pour la bonne application et le succès du régime instauré par le Code pénal suisse. Comme le relevait Fisek lors de son étude particulière de ce problème quant à son application à la Suisse romande, en 1948, «la loi use du terme générique de *maison d'éducation*, mais cela n'implique pas l'existence d'un seul type d'établissements de ce genre. Le code n'entre pas dans les détails et n'établit pas les différences de régimes qui peuvent et doivent exister entre les *diverses maisons d'éducation en raison de la qualité de leurs pensionnaires*».

En pratique, elles offrent une certaine diversité, et la liste qu'il donnait des établissements existants en Suisse romande comportait: des homes de semi-liberté (le seul existant alors était celui des Ormeaux, à Genève); des maisons d'éducation fermées (comme celles de Vennes sur Lausanne et de Serix près Oron dans le canton de Vaud, et l'institut St. Nicolas de Drogne, à Fribourg, pour les garçons, ou, pour les jeunes filles, la Maison de Florissant à Genève, «Les Majoresses» à Chailly sur Lausanne, «La Ruche» et la Maison de relèvement de Bellevue Marin à Neuchâtel, la Maison de la Sainte-Famille

et l'Institut du Bon-Pasteur dans le canton de Fribourg); des écoles de réforme ou maisons d'éducation surveillée (dont le prototype était la Maison de la Montagne de Diesse près de la Neuveville dans le canton de Berne). Parmi les établissements de correction ou maisons d'éducation correctionnelle, aucune des maisons d'éducation existantes ne pouvait être considérée comme un «établissement de correction» capable d'être réellement affecté à la détention éducative et protectrice visée à l'art 91 chif. 3 CP: les seuls établissements ouverts exclusivement aux adolescents «particulièrement pervers» ou «particulièrement dangereux» (l'Asile des Prés-Neufs pour les garçons et la Colonie pénitentiaire de Rolle pour les jeunes filles, dans le canton de Vaud, ainsi que le pavillon des Vernes, aux établissements fribourgeois de Bellechasse) étant en réalité des «pénitenciers» et n'assurant pas la séparation rigoureuse avec les adultes, sauf à l'établissement fribourgeois des «Vernes», «institution unique en Suisse romande». Zurich avait créé les établissements d'Altisbrunn et d'Uitikon am Albis pour les jeunes gens, et ce dernier a été souvent cité comme modèle même à l'étranger.

Les progrès, quoique lents, sont certains aussi dans ce domaine. Le canton de Genève a créé, grâce à des initiatives privées et à des dévouements à toute épreuve, les «Foyers Feux-verts» et vient d'ouvrir une maison de détention préventive pour les mineurs. Les établissements vaudois de Vennes et de Serix, et des Majoresses pour les jeunes filles, sont remarquables depuis l'ouverture, à Lausanne, d'un Centre de formation d'éducateurs spécialisés: l'«internement» est devenu «un véritable traitement pratiqué par une équipe composée de l'éducateur, de l'instituteur ou du maître de métier, du psychiatre ou du psychologue, de l'aumônier. Ainsi, à Vennes, chaque groupe de 12 élèves a son éducateur». Le canton de Bâle, par la rénovation et le développement de son *Jugendheim*

«Erlenhof», à Reinach, devenu depuis 1959 un «centre artisanal» moderne, a donné l'exemple de ce qui peut être fait, et montré le chemin parcouru depuis l'installation modeste du premier pavillon en 1929. Un centre d'observation (Beobachtungsheim) y a également été ouvert, de même qu'un foyer spécial pour les jeunes gens qui reçoivent leur formation professionnelle en dehors de l'établissement (Externenheim). Les jeunes peuvent ainsi jouir dans une large mesure «d'un programme de travail perfectionné, concernant non seulement leur préparation professionnelle, mais tendant aussi à former leur personnalité et à leur donner, dans la mesure du possible, une culture générale pouvant faciliter leur réussite dans la vie».

D'une manière générale pourtant, la tâche est encore très considérable et M. le juge Veillard, dans son rapport sur l'année 1961, relevait que même si le niveau éducatif de certaines institutions s'était considérablement élevé, tous les cantons s'étaient néanmoins laissé dépasser par l'évolution de la délinquance juvénile masculine liée aux facteurs sociaux d'aujourd'hui et à l'accroissement de la population juvénile: de 1955 à 1960, les cas de délinquance juvénile dans le canton de Vaud avaient augmenté de 50 %. Aussi l'Etat et l'initiative privée doivent-ils conjuguer leurs efforts. Des accords devraient intervenir ici aussi comme cela s'est réalisé pour les divers établissements nécessaires aux adultes, entre onze cantons de la Suisse orientale et centrale, aux termes d'un plan et d'un concordat approuvés par le Conseil fédéral le 26 mars 1959. En résumé, estime M. Veillard, «nous devons faire pour les enfants inadaptés — qui sont non seulement en partie des délinquants, mais des prédélinquants — ce que nous avons fait pour la santé physique de l'enfance, pour les infirmes, les malades, les pré tuberculeux. Le résultat obtenu là est plus qu'encourageant. Il en sera de même pour les *caractériels*».

## 3.

Il reste à voir quels sont les principes de la *procédure* spéciale applicable aux mineurs. On ne peut naturellement songer à donner une idée, même aproximative, de l'ensemble du droit positif et de la pratique des différents cantons. Aussi est-il préférable d'en indiquer certains principes parmi les meilleurs et les plus rationnels, car ils sont déterminés par la nature et par les buts mêmes de ce droit. Nous emprunterons cette esquisse au système genevois qui paraît digne de servir d'exemple, puisque dès le début, en 1913, il avait été longuement étudié et avait paru remarquable à tous les spécialistes, et puisqu'il a inspiré ceux des cantons de Vaud et de Fribourg en 1940 et 1950. C'est d'ailleurs aussi le seul dont nous ayons personnellement la connaissance directe.

a) Quant à la *saisine* de l'autorité judiciaire, un principe général, là où existent des juridictions spéciales pour les mineurs est que toutes les actions ou plaintes pénales dirigées contre un enfant ou un adolescent relevant de leur compétence, doivent leur parvenir directement ou, à ce défaut, leur être transmises par l'autorité qui les aurait reçues. La loi genevoise pose en principe que «le procureur général, les juges d'instruction et la chambre d'accusation doivent saisir immédiatement le président (de la Chambre pénale de l'enfance) de toutes infractions commises par un enfant ou un adolescent, qui viennent à leur connaissance». Ils lui «transmettent sans délai tous procès-verbaux, actes et instruments dressés ou saisis» (art. 14, chif. 1 et 2).

Ce système de la saisine directe et au besoin de la transmission d'office, se retrouve dans de nombreux cantons, non seulement ceux de Suisse romande et le Tessin, mais aussi dans le système des procédures alémaniques, comme dans les

cantons de Zurich, Berne, Bâle-Ville, Soleure, Schwyz, par exemple. La pratique, a-t-on dit, ne recouvre pas toujours exactement la procédure, en ce que certains juges d'instruction, «désireux d'apposer l'estampille de leur greffe et d'augmenter ainsi leur rôle, insistent pour recevoir ces poursuites». Le système genevois, qui connaît le régime de l'opportunité des poursuites emprunté au droit français, soulève une difficulté en ce que, d'une manière générale, c'est le Procureur général qui a l'exercice de l'action publique, et qu'il peut pratiquement «classer l'affaire» s'il juge que l'«opportunité» le conseille. La Chambre de l'enfance a dès lors dû se demander si son président peut agir d'office et instruire une procédure contre des mineurs pour des faits portés directement à sa connaissance par une plainte, une dénonciation ou par une autorité administrative. Le président Jeanneret en doutait. Pourtant, la loi spéciale, qui déroge au droit commun, n'a pas admis l'intervention et la fonction du Ministère public devant le tribunal des mineurs.

Quoi qu'il en soit de l'opposition entre les principes de la «légalité» et de l'«opportunité», on est généralement d'accord que le juge des mineurs doit être maître de donner suite à l'action ou non, au mieux des intérêts du jeune délinquant, et qu'il faut donc rejeter en ce domaine le principe strict de la légalité. «D'abord — a très bien dit le professeur Frey — parce que le principe de l'égalité devant la loi intéresse beaucoup plus les adultes que les mineurs, et aussi parce que, lorsqu'il a affaire à des enfants, l'appareil judiciaire doit être aussi souple et sensible que possible».

Le principe de la *séparation* absolue des juridictions et procédures est affirmé ensuite, dès l'abord par la même disposition (14, chif. 3), dans la loi genevoise: «Les causes dans lesquelles des enfants ou des adolescents sont inculpés avec des majeurs sont disjointes). Il devrait toujours en aller

ainsi, car il est clair que «tous les mineurs doivent bénéficier des services du juge des enfants», et que d'autre part les adultes n'ont aucune raison d'être favorisés des avantages d'une procédure spéciale «alors qu'ils semblent plus vils que d'autres, eux qui n'ont pas craint de faire appel à des enfants pour les assister»; l'admettre serait d'ailleurs inciter les malfaiteurs «à rechercher des enfants pour armer leur bras et leur confier la réalisation de leurs projets criminels», comme on l'observait dès 1912 dans une thèse genevoise. La jonction des causes a d'ailleurs un autre grave défaut, de nature psychologique, celui «d'accentuer aux yeux du jeune délinquant la solidarité par laquelle il se croit lié à ses aînés», et de risquer ainsi «de fortifier dans son esprit le sentiment de fidélité qu'il leur porte naturellement». On ne saurait, enfin, recourir à la solution mixte qui consisterait à faire juger les mineurs par les juridictions ordinaires qui leur appliqueraient les mesures spéciales prévues pour eux par le Code. Car il ne s'agit pas seulement des mesures matérielles à prononcer, mais avant tout de la compréhension, de l'esprit et de l'expérience avec lesquels on doit les juger, choisir la mesure appropriée, et les suivre pour en vérifier l'effet salubre. Il est donc juste que la règle ordinaire de l'unité de procédure par connexité d'action ou d'auteurs cède ici devant des exigences de justice et d'intérêt social supérieurs. Même pendant l'information, la loi genevoise exige que «tout contact doit être évité entre les mineurs et les prévenus ou détenus majeurs» (art. 9, chif. 2).

b) Nous avons vu que l'«information», c'est-à-dire l'*instruction*, compétente, approfondie, de l'affaire, est la clé de voûte de tout le système applicable aux mineurs. Elle doit être, d'autre part, rapide en même temps qu'approfondie. Le temps, avec les jeunes délinquants, compte double. La mesure ou la sanction doit suivre rapidement le fait qui motive l'intervention: c'est la condition du sentiment, que doit éprouver le

jeune délinquant, d'une juste réparation. On peut et doit regretter soit dit en passant, la formule malheureuse retenue par le Code pénal suisse (art. 83 et 90), aux termes de laquelle l'enquête est pratiquée «si cela est nécessaire pour la décision à prendre», car c'est là un «oreiller de paresse», une échappatoire trop facile pour le juge présomptueux, ou manquant de zèle, ou qui veut conduire son procès comme celui des adultes.

Le sens de la loi, l'intention du législateur était bien, comme le montraient les Motifs de 1908, de faire de l'enquête pour les mineurs *une règle*, de lui donner un caractère d'obligation chaque fois que son utilité doit s'imposer. Même si les classifications établies par le Code sont plus ou moins arbitraires, incomplètes et non à l'abri de toute critique, elles sont malgré tout un très bon terrain de départ, parce qu'elles ont l'avantage «d'obliger l'autorité à se préoccuper de la personnalité du jeune détenu».

En dehors des systèmes alémaniques dotés du «procureur des enfants» (Jugendanwalt) ou s'en remettant à l'autorité scolaire ou tutélaire, l'information est faite, comme c'est le cas à Genève, par le président de la Chambre habituellement, ou par le juge assesseur qu'il peut déléguer à cet effet (art. 9, chif. 1, et art. 13), toujours assisté, dans l'exercice de ses fonctions, de son greffier ou d'un fonctionnaire assermenté (art. 10, chif. 1).

La loi genevoise a bien développé, avec insistance, les dispositions relatives à l'«*enquête médicale*» et aux «*enquêtes judiciaires et sociales*». Le président ou le juge délégué à l'information (art. 13, chif. 1) «peut — quant à la première — ordonner toute expertise ou consultation concernant l'état physique ou mental du mineur». D'après le texte révisé du 28 juin 1958 «l'adolescent peut être mis en observation préventive dans un établissement public ou privé, tel que centre d'observation médico-pédagogique, centre de triage, home ou foyer

pour adolescents, maison d'éducation ou asiles temporaires de la Fondation officielle de la jeunesse» (art. 11). Quant aux enquêtes judiciaires et sociales (art. 13), le président ou le juge délégué qui procède à l'interrogatoire et à l'information «peut recourir au concours des autorités judiciaires et administratives, notamment au service médico-pédagogique et au service de protection des mineurs» (bien organisés), qui «transmettent à la Chambre les dossiers, renseignements ou rapports d'expertise qu'ils possèdent concernant le mineur ou la famille de celui-ci» (art. 10, chif. 5); il avise d'ailleurs sans délai le service de protection de la jeunesse, de toute procédure instruite contre un adolescent. «Il peut entendre, en présence ou hors la présence du mineur—disposition sage—ses parents, son tuteur, son instituteur ou son médecin, ainsi que toute personne pouvant lui fournir des renseignements utiles»; et il entend le délégué du service de protection de la jeunesse (depuis 1958) «chaque fois qu'il le juge utile» (art. 13, chif. 1 et 2). L'information «est faite — il était bon de le préciser pour en fixer l'obligation — conformément à l'art. 90 CP» (13, chif. 3). /

Ce qui caractérise la procédure d'instruction pour les mineurs, ce sont sa grande souplesse et son informalité. Un juge habile, expérimenté, doué de psychologie, peut en tirer le meilleur parti: «L'information préparatoire se poursuit sans que la Chambre soit soumise impérativement à aucune formalité de procédure, sauf en ce qui concerne l'interrogatoire des inculpés et l'audition des témoins, qui ont lieu conformément aux articles (ordinaires) du Code de procédure pénale» (art. 10, chif. 2), pour assurer les garanties de fidélité du procès-verbal. «A la demande de l'inculpé, de ses parents, de son tuteur ou de son avocat, la Chambre peut ordonner des enquêtes complémentaires, des expertises ou de nouvelles investigations» (chif. 3.). Un mandat de comparution, lors-



que le mineur est domicilié dans le canton, peut être décerné par le président, et si le mineur ne se présente pas, un mandat d'amener est lancé contre lui selon les formes ordinaires de la procédure pénale (chif. 4).

Dans les cas graves — et l'on sait que la délinquance juvénile est en train de changer de forme et tourne assez généralement vers une criminalité plus grave et dangereuse que ne l'étaient les délits habituels anciens constitués surtout par des vols et chapardages, des agressions, des batteries, de la rébellion ou des attentats aux mœurs, — le problème de l'*arrestation* et de la détention préventive devra se poser. Lorsqu'un mineur est appréhendé, il doit être interrogé dans le délai de 24 heures habituel à la plupart des procédures, et entendu par le président ou le juge délégué qui — disposition sage encore — «peut relaxer l'adolescent ou, s'il le juge indispensable pour les besoins de l'information ou de la sécurité publique, ou désirable dans l'intérêt du mineur», délivrer un mandat d'amener ou un mandat d'arrêt, valable pour 8 jours au plus (art. 98 CPP). Si la détention devait se prolonger au delà de 8 jours, un «mandat de dépôt» doit intervenir dans le système général de la procédure genevoise (art. 146 CPP): seule «la Chambre elle-même» peut, si cette mesure apparaît indiquée eu égard aux circonstances, ordonner, d'après le texte de 1958, «l'internement préventif de l'adolescent dangereux, moralement abandonné, perversi ou en danger de l'être, dans un établissement approprié, en vue d'y être soumis à une observation médico-pédagogique, ou dans un quartier spécial de la maison de détention». Rien n'empêche cependant d'«éventuellement le remettre à une personne déterminée ou à la fondation officielle de la jeunesse» (art. 12, chif. 2), qui en prendront soin et garantie.

c) Les enquêtes et l'information terminées, la Chambre convoque à l'audience, au jour fixé pour les *débats*, «l'inculpé,

ses père et mère ou son tuteur ; le président peut citer tous autres membres de la famille de l'inculpé, ainsi que les personnes ou témoins dont la présence est utile aux débats» (art. 15, chif. 1). Le *huis clos* strict, en dehors de ces personnes dont la présence est naturelle et nécessaire, est donc assuré. Il doit être observé jusqu'au bout. La loi a précisé aussi nettement que «les débats ne sont pas publics» et d'autre part, qu'il «est interdit d'en rendre compte». La presse n'est pas autorisée à en parler. «Tout contrevenant est passible des peines de police» (art. 16, chif. 3).

Les droits de la défense sont naturellement assurés aussi ; mais celle-ci doit user de la prudence et de la discrétion convenables : l'inculpé a le droit d'être assisté d'un avocat, qui est entendu hors de sa présence» (chif. 2). Car il est évident que certaines choses ne pourraient être dites, quelles qu'en soient la mesure et la sobriété, devant le mineur, sans risquer de le marquer et de lui être en définitive nuisibles.

La procédure à l'audience est, elle encore, simple, libre et sans formalisme : il faut s'adapter à la mentalité de l'enfant, car «il est indispensable qu'il puisse suivre ce qui se fait et comprendre ce dont il s'agit». «Dès le début de l'audience, le président avertit l'inculpé de la prévention dirigée contre lui», car chacun doit savoir ce qui lui est reproché et pourquoi une mesure ou une sanction peut être prise contre lui. «Il donne lecture des pièces dans la mesure où il le juge utile», car certains faits, certains rappels ou témoignages peuvent être profondément démoralisants ou traumatisants. «Il interroge l'inculpé et les personnes présentes sans formalité», et — but heureusement défini de toute la procédure — ceci «pour arriver à la manifestation de la vérité et renseigner la Chambre sur les faits imputés, les mobiles, la situation personnelle du mineur, les circonstances dans lesquelles il a agi, son caractère, ses antécédents, son éducation, sa conduite et les conditions

de sa famille, ainsi que le milieu dans lequel il a vécu». Ce sont des indications précises qui guident le juge et l'éclairent sur le sens et le but de ses investigations. Ici encore et pour des raisons compréhensibles, «il peut être procédé séparément à l'audition des personnes interrogées, même hors la présence de l'inculpé» (art. 16, chif. 1). Tout doit être serein, plein de tact, sans fâcheuse confusion ou controverse. «Un procès-verbal sommaire de la procédure au cours de l'audience est rédigé par le greffier» (chif. 2). Il est bon qu'un témoignage en reste, puisque le juge doit suivre le jeune délinquant s'il est condamné, et puisque d'ailleurs les voies de recours extraordinaires de la cassation et de la revision — uniquement — sont ouvertes (art. 18), aux conditions habituelles de la procédure qui les régit.

Les décisions de la Chambre sont prises à la majorité des voix. Dans plusieurs cantons le président fonctionne comme juge d'instruction (ainsi que c'est normalement le cas à Genève), mais on peut généralement affirmer que les assessseurs ne cherchent pas à le majoriser, à cause de sa personnalité, de son expérience et de sa fonction, comme aussi à cause de la connaissance personnelle qu'il a du délinquant et de tout le dossier. C'est pourquoi aussi les débats sont nécessaires, — et Berne par exemple dit expressément que «le prononcé du jugement sans débat est illicite» (art. 52, chif. 1) — puisque c'est la seule occasion pour la juridiction, lorsque c'est une «juridiction» qui statue, de connaître l'inculpé et de se faire cette «intime conviction» qui est dans notre pays la base même de tout jugement. «Les juges doivent acquérir une opinion personnelle en se dégageant des conclusions du dossier», afin de choisir une mesure «individualisée» — de quelle énorme importance le plus souvent pour l'avenir du mineur! — sinon les débats sont inutiles et ne représentent qu'une façade ou même, a-t-on dit, «une simple comédie judiciaire».

Les jugements, car c'est bien en réalité d'un jugement qu'il s'agit lorsqu'il y a une véritable juridiction qui rend une décision définitive, doivent être motivés, et la minute en est naturellement signé par le président et le greffier qui lui donnent authenticité (Géneve, art. 17, chif. 1 et 3). La Chambre sera aussi compétente pour ordonner la radiation au casier judiciaire (art. 99 CP) des mesures prononcées contre un adolescent (chif. 2). Lorsque les faits relevés ne constituent pas un «acte punissable» ou que les charges sont insuffisantes, une ordonnance de non-lieu motivée est rendu.

La décision se prononce oralement, en présence du condamné, de ses parents et du défenseur, sur le ton de dignité calme et de sérieux qui conviennent, car le jugement, la forme dans laquelle il est rendu, doivent faire réfléchir le jeune délinquant, l'impressionner pour exercer sur lui une influence éducative. Dans un certain nombre de cantons, comme à Lucerne, Zoug et St. Gall, le juge accompagne le jugement d'une admonestation, qui d'ailleurs a raison de s'exercer plus d'une fois non seulement à l'égard du mineur, mais de ses parents. Il est évident que même où la loi ne le spécifie pas, le juge peut toujours le faire: car il est bon de clore les débats «sur une note éducative et explicative» simple et aisément compréhensible, comme d'ailleurs le recommandent expressément les lois de Berne, Obwald et Glaris, en spécifiant sur quels points cette explication doit porter. En effet, écrit très pertinemment M<sup>me</sup> Degoumois, «il est indispensable que le jeune condamné et ses parents comprennent l'exacte signification du jugement... Rien ne crée plus de méfiance et ne compromet davantage l'amendement du mineur et la collaboration de ses parents qu'une condamnation incomprise... Le prononcé du jugement est donc un moment crucial où se dessine déjà le sort de l'exécution. C'est parfois la dernière chance offerte aux autorités de se faire entendre de la famille du

jeune condamné. Les commentaires adaptés à chaque circonstance revêtent ici une importance capitale».

Dans la procédure genevoise, un extrait du jugement certifié conforme est remis aux parents ou au tuteur, au mineur, et à l'autorité chargé d'exécuter les jugements, c'est-à-dire le Conseil d'Etat (exécutif), qui peut déléguer ses pouvoirs au Département intéressé. Une copie du jugement est communiquée, à toutes fins utiles et puisque son concours est normal, au service de protection de la jeunesse. Tous les actes de la procédure, dans le droit des mineurs, sont gratuits et dispensés du timbre et de l'enregistrement (art. 19).

d) Nous avons dit qu'à Genève la *publicité* a été totalement interdite, non seulement pour la procédure et les débats, mais aussi pour tout compte rendu des jugements. Les raisons en sont claires. En effet, le débat public «brise le contact qu'on s'est efforcé de créer entre l'enfant et le juge» et va par conséquent «à fin contraire du but poursuivi, qui est l'action personnelle du juge sur le mineur». Il est psychologiquement contraire aussi aux intérêts du mineur, qui ou bien sera intimidé et se fermera, ou bien au contraire jouera un personnage en se sentant devenir «un centre d'intérêt, une sorte de héros, lui qui justement désire attirer l'attention sur lui, l'origine de nombreux délits étant compensatoire». Et «comment capter la confiance des parents devant une galerie d'inconnus?» Car «ce n'est pas seulement la personnalité du mineur qui va transparaître à l'audience, mais aussi celle de la famille, avec ses misères, ses secrets». Tous les spécialistes (et en dernier lieu M<sup>me</sup> Degoumois) ont très bien observé tout cela. Le juge Chazal a montré on ne peut mieux qu'en interdisant la publicité de l'audience le législateur n'a pas obéi uniquement à des préoccupations psychologiques, mais aussi au souci légitime «d'éviter le malaise social et les désordres familiaux que ne manquerait pas de provoquer la divulgation

des renseignements de personnalité recueillis sur l'enfant et sur son milieu».

Quant aux comptes rendus par la presse ou les autres moyens de diffusion actuels, surtout avec l'étendue du public atteint et avec la recherche aujourd'hui si immodérée du « sensationnel », il est facile de mesurer quels peuvent en être les effets absolument désastreux pour le mineur et sa famille. C'est en quelque sorte le pire des casiers judiciaires, largement et complaisamment offert à la curiosité de tous; c'est une condamnation partout répandue et qui ne connaîtra « ni prescription, ni réhabilitation », dont les effets « sur un psychisme fragile et vulnérable » et sur une opinion qui « condamne à perpétuité » quand le juge ne l'a fait qu'à temps, risquent de ne pouvoir jamais être réparés. C'est enfin aussi un entraînement malsain, une tentation pour les autres mineurs, faibles ou prédélinquants, influençables, si souvent avides de s'affirmer, de se poser en héros, en rebelles ou en martyrs.

Pourtant, le principe de la liberté de la presse en Suisse (consacré par l'art. 55 de la constitution fédérale), la conscience du rôle utile et même nécessaire d'une presse d'ailleurs en général très honnête et consciente de ses devoirs (du moins jusqu'ici), le désir d'opérer une censure publique saine (ou jugée telle), sont si ancrés qu'il a été difficile à certains cantons d'admettre l'interdiction absolue sanctionnée par Genève, et aussi par Neuchâtel. Il est vrai d'ailleurs que certaines informations peuvent être utiles et même nécessaires. C'est pourquoi divers cantons, comme Lucerne, Schwyz et Zurich par exemple (par. 228, par. 95, art. 71), ont prévu que la presse peut être autorisée à faire exceptionnellement un compte rendu objectif lorsque l'intérêt public l'exige; la loi argovienne de 1932 précise que cela ne peut être fait qu'avec l'autorisation expresse du président du tribunal des mineurs, dans les cas où l'exige l'ordre public et en usant des ménagements convenables envers

le coupable et sa famille (par. 28). La loi bâloise d'introduction du CP suisse, d'octobre 1941, comprenant à son art. 14 une véritable «loi sur la procédure des mineurs» oblige les journalistes à soumettre préalablement leur texte à l'approbation du président du tribunal (par. 27 al. 2). La loi saint-galloise de 1954 a introduit une solution transactionnelle en ce sens qu'elle interdit la publication du nom des condamnés mineurs, surtout lorsqu'il s'agit des enfants (art. 292). La solution juste paraît être celle de la loi vaudoise où, «dans les cas graves où l'opinion est émue, la Chambre des mineurs publie, sans mention de nom ou d'initiales, un communiqué de presse, afin de renseigner et tranquilliser l'opinion désireuse de savoir si le crime a été puni». Ce désir d'information est tout à fait légitime, et cette réserve pesée par le président de la Chambre même, est en même temps raisonnable et évite le mal que feraient aussi bien le silence absolu que la publicité indiscreète et débridée.

#### 4.

Quant à l'*exécution*, le droit des mineurs qui sur bien des points devrait inspirer le droit des adultes (et commence d'ailleurs parfois à le faire timidement), a résolu le problème selon lequel le procès est en réalité et tend à devenir, pour reprendre une formule de M. Ancel, «un processus continu qui commence avec l'ouverture des poursuites et se prolonge jusqu'à l'extinction de la dernière mesure restrictive de liberté». L'idée qui paraît et qui fut si difficile à réaliser pour la création du «juge à l'exécution des peines» dans le droit des adultes (elle ne l'est pas encore chez nous), apparaît au contraire naturelle et simple dans le droit des mineurs. D'abord, parce que la spécialisation et l'expérience du juge donnent pleine confiance en ses capacités et font apparaître que «nul mieux que

lui ne saurait faire exécuter une décision qu'il a prise en connaissant la personnalité du jeune délinquant», qui souvent d'ailleurs lui a donné sa confiance; ensuite aussi, parce que le principe même de la revisibilité de la mesure (art. 86 et 93 al. 1 CP) l'oblige à un contrôle précis de son exécution, ce qu'il a du reste aussi le temps de faire grâce aux modalités d'organisation de sa fonction. Il est évident cependant que s'il dirige seul l'exécution, on ne saurait la lui remettre matériellement tout entière, et qu'il y est aidé par le concours des assistantes ou assistants sociaux et les services de protection de la jeunesse, qui établissent souvent un bon contact avec le mineur en danger ou condamné, ayant besoin d'aide, de surveillance et de conseil.

Dans la pratique, on rencontre comme d'habitude en Suisse, une grande variété de systèmes, qui tiennent à l'organisation et à la nature même des «autorités compétentes» cantonales pour la procédure et le jugement.

Dans les cantons connaissant le système du *Jugendanwalt* ou «procureur des mineurs», c'est celui-ci qui est généralement chargé de l'exécution, avec le concours d'une ou plusieurs assistantes sociales qui le secondent dans sa tâche, comme dans les cantons de Berne, Lucerne, Soleure, Argovie et Zurich ce qui «paraît en tous points excellent et en parfaite harmonie avec l'esprit du droit des mineurs».

Ailleurs, le *tribunal des mineurs* intervient directement en faisant appel à des organisations spécialisées dans les questions de protection de la jeunesse, comme notamment dans les cantons d'Appenzell Rh. Extér. et du Tessin. De nombreux cantons enfin attribuent cette compétence à leur *organe exécutif*, le Conseil d'Etat, par analogie avec le système du droit commun, ce qui est fâcheux quand l'exécutif ne confie pas purement et simplement la tâche à des institutions privées ou des organismes officiels qualifiés: car on ne voit guère com-



ment il serait lui-même qualifié pour s'en acquitter. Mais l'inconvénient dans ce système c'est qu'en dépit de l'action et du contrôle, qui peuvent être judicieux et efficaces, des personnes ou des organes ainsi mandatés, le *juge* des mineurs en reste trop éloigné, n'a plus prise directe, à un moment décisif de son existence, sur celui qu'il connaît le mieux et a jugé, et se désintéresse plus ou moins des conséquences de son jugement. Car ce n'est pas la même chose d'être appelé à modifier une mesure sur la seule base des rapports de l'autorité d'exécution ou de la direction d'un établissement, ou de le faire lorsqu'on a été soi-même chargé de suivre le mineur et de contrôler les conséquences, bonnes ou mauvaises, de la décision qu'on a prise à son égard. C'est pourquoi, en dehors du système alémanique du «Jugendanwalt», apparaît préférable le système des cantons de Genève, Vaud et Fribourg, qui confie l'exécution à un office ou service cantonal des mineurs, mais autorise, voire oblige, le président de la Chambre ou le juge délégué par lui, à suivre et visiter les jeunes délinquants renvoyés dans un établissement ou placés dans une famille digne de confiance, soit «tous les six mois au moins» comme dans le canton de Genève, soit «le plus souvent possible» comme dans ceux de Vaud et de Fribourg. Mais on voit aussitôt que, malgré cet effort louable d'une action plus unifiée, des risques de confusions et de doubles emplois, ou même de collisions et de conflits, risquent de se présenter.

La loi genevoise a formellement consacré, en particulier, le concours «d'associations privées ou d'organisations publiques», telles que l'Hospice général, le Bureau central de bienfaisance, le service du Tuteur général et d'entraide à la jeunesse, et le service d'orientation professionnelle et d'apprentissage (art. 22), qui peuvent rendre de très grands services pour le placement, et pour la surveillance à exercer sur l'éducation et ses progrès, et en cas de patronage lors de libération

conditionnelle, sursis ou suspension de la sentence avec mise à l'épreuve (art. 25). Le président de la Chambre, comme le précise cet article, «donne à cet effet toutes instructions utiles», et les services auxiliaires lui rendent compte «périodiquement, et, en outre, chaque fois qu'ils en sont requis, des mesures prises par eux, du travail et de la conduite du mineur. S'il y a lieu, ils font des propositions motivées en vue de modifier les mesures prises ou de les substituer les unes aux autres». La surveillance et le patronage ainsi visés — cela va sans dire mais il est encore mieux de le fixer clairement dans la loi — «comportent pour le mineur et pour ses parents ou son tuteur, l'obligation de recevoir et suivre toutes directions jugées nécessaires à l'éducation, à l'apprentissage et au relèvement du mineur», qu'elles soient données directement par la Chambre, ou par le service chargé du contrôle (art. 26). Lorsque la Chambre le juge utile, «elle peut adresser une admonestation aux parents ou au tuteur. En outre, lorsqu'elle estime qu'une mesure de retrait de garde ou de déchéance de la puissance paternelle ou de la tutelle doit être prise à l'égard des parents ou du tuteur, elle transmet le dossier à l'autorité compétente» (art. 27).

Il est clair que, pour remplir avec succès sa mission délicate au second palier, celui de l'exécution, le juge doit être parfaitement informé des modalités de celle-ci, connaître les circonstances particulières dans lesquelles elle doit se pratiquer, rester en relation avec les établissements de placement ou d'éducation, les visiter parfois et prendre l'avis du directeur et des éducateurs, et collaborer étroitement avec les autorités administratives. C'est un véritable «esprit d'équipe» qui doit animer tous ceux qui ont en effet à exercer le rôle bien-faisant et humain d'une sorte de véritable «équipe de sauvetage» et de rééducation sociale. Toutefois, nous l'avons indiqué, la position du juge des mineurs par rapports aux autorités

administratives pose souvent des problèmes délicats. Dans certaines régions, la parfaite coordination qui devrait exister n'est pas facilement réalisable, parce que la délimitation des attributions respectives n'est pas clairement établie, et parce que le manque de compréhension ou de bonne volonté réciproque inhérent à tout système d'action ou de partage de compétence nouveau n'est pas totalement éliminé. Il peut en résulter «de fâcheux tiraillements, des décisions contradictoires dans l'exécution des mesures, voire d'inutiles vexations dont, en fin de compte, le mineur est seul à pâtir». Des propositions ont été faites pour remédier à ces défauts, notamment par l'application plus généralisée de ce principe clair: «Le juge des mineurs devrait être chargé d'exercer le contrôle de l'exécution», avec l'aide des assistantes sociales directement attachées à son service, ce qui impliquerait en particulier le droit de rendre visite en tout temps au mineur, mais «il solliciterait l'avis des autorités administratives chaque fois qu'il prend une décision importante» (V. Degoumois).

Nous ne parlerons pas ici du problème épineux des *frais* de l'exécution, notamment d'internement ou de placement, d'entretien et de formation professionnelle. Le Code pénal suisse a simplement énoncé à ce propos (art. 373) le principe que «sous réserve des dispositions concernant la dette alimentaire, le droit cantonal détermine qui supportera les frais causés par le placement d'un enfant ou d'un adolescent lorsque ni ces derniers ni leur parents ne sont en état de les payer (CC, art. 284)». La loi genevoise a notamment décidé (art. 21) que les père et mère du mineur, après avoir été cités et entendus, peuvent être condamnés par la Chambre pénale de l'enfance à payer tout ou partie des frais de placement et de formation professionnelle; il en est de même du tuteur, à concurrence des biens du pupille. Si les frais ne peuvent être couverts par un de ces moyens, ils sont supportés par l'Etat». En pratique

et en doctrine, ce problème et les conséquences d'une impossibilité de paiement de ces frais sont très discutés, parce que la solution effective est en effet très souvent discutable, lorsque notamment, on transforme une peine de détention reconnue nécessaire par le juge en une mesure de placement s'il apparaît que les parents peuvent en assumer les frais, ou encore lorsque, pour s'épargner des frais, l'autorité cantonale du lieu de jugement décide de rapatrier le mineur condamné dans son canton d'origine, ou même, lorsqu'il s'agit d'un étranger, de l'expulser et de le renvoyer dans son pays, même s'il s'agit d'un mineur dont la famille réside et qui est né et a été élevé lui-même au lieu du jugement, et qui sera ainsi malencontreusement privé de toutes ses attaches et risquera de devenir, selon la formule pathétique de Cesbron, un «chien perdu sans collier».

## 5.

Il nous reste, pour terminer, à parler des *voies de recours*.

1. On peut discuter de leur opportunité dans le domaine du droit des mineurs. Pour certains, le principe de l'autorité en matière éducative exige, comme l'écrivait de Mestral Combremont à Genève, que la décision du juge «demeure inviolée, symbolisant la valeur éternelle de certains principes de morale. Autrement, au nom de quel principe peut-on éduquer les enfants à qui l'on enseigne les contradictions de la vie courante?». De plus, en cas de contradiction des jugements, le respect du mineur pour l'autorité et les formes de la justice, serait atteint.

Nous ne sommes pas du tout convaincu par cette argumentation, car nous croyons, comme d'autres l'ont déjà bien dit, que «ce principe de l'éducation traditionnelle, fondé sur l'infallibilité de l'éducateur, est aujourd'hui périmé. Il dissi-

mulait mal les déficiences de ce dernier, contraint de faire valoir l'argument d'autorité pour s'imposer». Un enfant, et à plus forte raison un adolescent, est parfaitement capable de comprendre l'erreur d'un adulte et le sens d'un recours donnant la garantie d'un examen supplémentaire et pouvant, sous certaines conditions, corriger la première décision. Il comprendra tôt ou tard l'erreur qui peut avoir été commise à son endroit et, lorsqu'il s'aperçoit que pour avoir l'air de ne pouvoir se tromper on l'aura trompé lui-même en lui faisant croire «que les adultes sont sans défaut, il peut concevoir haine ou mépris envers ceux qui jouent la comédie de l'infailibilité et de la perfection», et qui sont incapables de reconnaître sincèrement qu'ils se sont trompés, — alors que «souvent, surtout chez l'adolescent en pleine crise de puberté, cet aveu d'un adulte produit un résultat positif: il admire la loyauté et le courage de celui qui reconnaît ses torts» (comme on lui demande d'ailleurs à lui-même de le faire). Quant au danger de la prolongation d'une procédure qui par nature doit être rapide pour assurer la valeur éducative des mesures prises, il n'est pas difficile d'y obvier: il suffit de fixer des délais de recours brefs (ils vont en général de 3 à 10 jours), en donnant à l'appel un effet suspensif limité, et en ordonnant impérativement, comme c'est le cas par exemple dans la procédure bernoise, qu'en ce domaine «les appels seront liquidés avec célérité, et hors tour» (art. 54).

L'argument en vérité le plus sérieux, est que les juridictions du second degré ne sont *pas spécialisées* dans la connaissance des mineurs et du droit qui leur est applicable, et qu'ainsi, comme l'observait à Genève le professeur Gautier, «l'appel contre les jugements du tribunal d'enfants consiste à déférer la décision d'un juge particulièrement instruit et sage à d'autres juges moins au courant et moins qualifiés». Puisque la juridiction d'appel reprend l'examen du fait et du droit,

avec les questions relatives à la personnalité du jeune délinquant, elle devrait être elle aussi spécialisée, et «capable de comprendre les explications d'ordre éducatif, médical, social, psychologique, qui ont motivé la première décision». Même si une nouvelle instruction approfondie de l'affaire a lieu, les juges de nos tribunaux, n'étant pour ainsi dire jamais des pénalistes et n'étant très souvent encore même pas des juristes dans certains cantons, comment leur demander, malgré tout leur zèle et leurs qualités possibles, de contrôler les décisions des juges des enfants? Encore faudrait-il, écrivait raisonnablement le professeur Thormann dans la Revue pénale suisse en 1929, «que cette appréciation se fasse sur la base de connaissances véritables au moins égales, sinon supérieures, à celles du juge de première instance».

C'est à quoi l'on devrait logiquement arriver, car sinon, ou bien le juge supérieur, «conscient de ses lacunes, n'osera pas s'opposer à la sentence du juge des mineurs, ou bien il tranchera selon les règles du droit ordinaire». Dans le premier cas, l'appel est inutile, et dans le second, il est nuisible. La question d'«économie», si souvent déterminante dans le domaine des réformes de procédure, ne devrait pas l'être dans le cas d'un mineur où la décision est souvent bien plus importante et d'effets plus durables que celle qui est prise à l'égard du délinquant adulte, et où de plus le juge est investi de pouvoirs qui dépassent de beaucoup ceux d'un juge ordinaire... Il peut soustraire un enfant à sa famille, l'en séparer parfois pendant des années (jusqu'à l'âge de 22 ans révolus dans le cas du renvoi d'un adolescent dans une maison d'éducation, d'après l'art. 91, chif. 2, al. 2 CP). «Ces pouvoirs sont presque effrayants», relève M<sup>me</sup> Degoumois qui connaît bien la réalité, et «il s'avère donc indispensable de donner une garantie au mineur et à ses parents». Cela paraît d'autant plus indispensable là où la décision est confiée à un juge uni-

que, et plus encore à une «autorité compétente» scolaire ou tutélaire, souvent ignorante et tout à fait «incompétente» en matière juridique. Le professeur Logoz, à Genève, estimait d'ailleurs lui aussi, en 1913, lors de la création de la Chambre des mineurs, qu'«un appel devrait s'établir en procédure des mineurs afin que le juge des enfants dont le pouvoir est plus étendu et la tâche plus importante que pour ses collègues des tribunaux ordinaires soit, vis-à-vis de l'opinion publique, mis à l'abri des soupçons injustifiés d'arbitraire et de partialité».

2. Pratiquement, la solution dépendra aussi, en Suisse, du système existant et de la conception que l'on a de *l'appel*, puisque c'est la voie de recours ordinaire et habituelle.

a) La Suisse alémanique prévoit souvent le droit d'appel, parce qu'on y a une défiance traditionnelle à l'égard du juge unique et que, par conséquent, lorsque le *Jugendanwalt* ou le *Jugendamt* décide seul, on estime qu'un droit de recours doit être donné aux parties. Les égards dus à la famille du mineur ont paru le nécessiter aussi: elle doit pouvoir exprimer son opposition contre une décision qui lui paraît injuste ou préjudiciable, au moins lorsque l'objet de la décision est d'une certaine gravité, comme l'enlèvement d'un mineur à sa famille, l'imposition d'une amende importante, l'envoi en maison de correction, ou le prononcé d'une détention de plus de cinq jours, par exemple. On a pensé aussi que l'appel devant un tribunal cantonal unique aurait l'avantage d'unifier la jurisprudence, naturellement hésitante devant la nouveauté du droit des mineurs. C'est le système, notamment, des cantons de Berne (art. 54), Lucerne (par. 173), Uri (art. 58), Bâle-Campagne (par. 229), Glaris (par. 43), et à Schaffhouse pour toutes les décisions.

b) Si plusieurs cantons ont simplement confié à l'*Obergericht* c'est-à-dire au *Tribunal cantonal ordinaire*, l'appel des affaires des mineurs (ainsi Lucerne, Schaffhouse, Glaris, Zurich), ou ont prévu une autorité de caractère purement

*administratif*, comme le «Petit Conseil» dans les Grisons ou la «Standeskommission» à Appenzell Rh. Intér., les cantons d'Uri (dans sa loi d'application de 1940) et celui d'Argovie (dès sa loi spéciale de 1932) ont en revanche su «adopter l'heureux principe d'une deuxième instance spécialisée». Le premier a confié l'appel à une Commission spéciale du Tribunal cantonal, la *Jugendgerichtskommission* (en réalité spécialisée mais non formée de juges spécialistes, que la rareté des cas ne justifierait pas). Le second a disposé, d'une manière à la fois pratique et judicieuse, que le Tribunal cantonal, pour juger en appel les affaires concernant les jeunes délinquants, s'entoure dans chaque cas d'assesseurs spécialistes (médecins, psychologues, etc.), choisis sur une liste préalablement établie, «système facile à réaliser, qui n'alourdit pas l'appareil judiciaire d'une nouvelle juridiction rarement en fonction, tout en assurant l'examen approfondi et compétent de la question litigieuse».

c) Dans la législation des cantons romands (sauf le Valais resté au système ancien), et celle du Tessin, on a *exclu l'appel*, c'est-à-dire la voie ordinaire de la réforme, pour les affaires des mineurs, et ceci pour deux raisons principales. En premier lieu, «à cause de la répugnance que ces législations témoignent pour l'appel, même en droit des adultes», comme le professeur Clerc l'a montré dans son étude bien connue sur «Le procès pénal en Suisse romande»: ce qui à son avis s'explique, «d'abord par la crainte des frais qui tombent en définitive à la charge de l'Etat, la clientèle des tribunaux répressifs se recrutant de préférence parmi les *économiquement faibles*», et ensuite et surtout «par la difficulté de reconstituer devant les juges d'appel la physionomie des débats devant le juge de première instance, débats qui doivent se dérouler sous le signe de l'oralité» intégrale. En second lieu, on a estimé que le pourvoi en nullité, ouvert devant la Cour de cassation du Tribunal



fédéral, pour violation des principes du droit fédéral, aussi bien en ce qui concerne le droit des mineurs que celui des adultes, donne des garanties suffisantes, tant contre les décisions ordonnant des mesures à l'égard des enfants et des adolescents, que contre celles qui modifient ou complètent la mesure déjà prise.

3. Enfin, il ne faut pas oublier que les voies de recours *extraordinaires* de cassation et de revision restent ouvertes.

a) La *cassation*, aboutissant à l'annulation de la décision et au renvoi de l'affaire à l'autorité de décision compétente en la liant aux considérants de droit émis par la juridiction suprême, est généralement admise, quand bien même certains auteurs ont fait valoir qu'elle ne présente pas en matière de droit des mineurs le même intérêt qu'en matière de droit commun, parce que les jugements des tribunaux pour mineurs sont souvent rendus *ex aequo et bono* plus qu'en droit strict, et parce que les décisions devant être prises dans l'intérêt du mineur, la violation d'un principe juridique n'y a pas la même portée que lorsqu'il s'agit de citoyens auxquels la garantie de la légalité stricte ne saurait être enlevée.

Mais ces arguments ne sont pas décisifs, car la liberté d'appréciation plus grande dont jouit le juge des mineurs exige précisément, en contre-partie, la garantie du respect des normes légales; le jeune délinquant doit d'autre part bénéficier des garanties fondamentales de la procédure pénale du fait qu'il en a plus besoin encore qu'un adulte, à cause de sa faiblesse, de son ignorance, et de son inaptitude à comprendre les problèmes juridiques; ses parents, enfin, doivent aussi pouvoir défendre leur droit. C'est pourquoi — montrait fort bien le Conseil d'Etat du canton de Neuchâtel dans son rapport de 1917 à l'appui du projet de loi concernant la répression des délits commis par les mineurs — la procédure qui les concerne, aussi souple et nuancée qu'elle puisse être, « doit être d'autant mieux

respectée que ses règles sont plus rares et plus impératives». Les mineurs autant que les majeurs ont droit au redressement des vices de forme, des erreurs, des irrégularités de procédure et des fausses applications de la loi commises dans les décisions qui les concernent.

b) La *revision*, en cas non plus de violation des dispositions de la loi de forme ou de fond, mais d'erreurs sur les faits ou d'irrégularités, comme un faux témoignage, ayant faussé la décision, est aussi généralement appliquée en Suisse, qu'elle se rapproche davantage de la forme française de la revision ou de la forme allemande de la «Wiedererwägung», dans le droit cantonal. Car le législateur suisse a pris soin, de manière toute générale et en ne craignant pas de faire entorse au principe de l'art. 64 bis de la constitution fédérale, d'introduire dans le Code pénal et d'imposer aux cantons une notion «fédérale» de la revision, qui peut aller à l'encontre du système cantonal sur certains points, comme c'est en partie le cas pour Genève, ainsi que la thèse de M. Maunoir sur «La revision pénale en droit suisse et genevois», de 1950, l'a bien montré. L'art. 397 CP a prescrit — et la Cour de cassation du Tribunal fédéral confirmé dans un arrêt très discuté (arrêt Bay c. Département militaire du canton de Schwyz, du 16 juillet 1943, ATF, IV, vol. 69, p. 134), — que «les cantons sont tenus de prévoir un recours en revision en faveur du condamné contre les jugements rendus en vertu du Code pénal ou d'une autre loi fédérale, quand des faits ou des moyens de preuve sérieux et dont le juge n'avait pas eu connaissance lors du premier procès — fût-ce par la volonté ou la faute même du demandeur en revision! — viennent à être invoqués». Cette disposition sur la *revisio in bonam partem* (uniquement) s'applique aussi au droit des mineurs (sous réserve peut-être des mesures qui pourraient être prises dans certains cas à l'égard des enfants, notamment au sens de l'art. 88 CP), dès le moment

où il faut admettre que la décision sur les mesures applicables aux mineurs en vertu du droit fédéral a bien le caractère d'un jugement. Ici encore on peut dire (en dépit des controverses juridiques sur certains points du droit des enfants, à la distinction de celui qui s'applique aux adolescents) qu'une révision «est encore plus nécessaire pour eux que pour l'adulte, si l'on songe à l'importance que revêt, pour leur avenir, une condamnation, et si l'on tient compte du sentiment de révolte provoqué par une injustice, susceptible de les rendre asociaux et vraiment délinquants».

La *procédure* même du pourvoi en cassation et de la demande en révision est réglée par les cantons, conformément au principe général. Nous l'avons particulièrement exposée, pour le système genevois, dans une étude parue à l'occasion du centenaire de la création de la Cour de cassation de Genève (1848-1948), sur «La tâche et les pouvoirs de la Cour de cassation».

Tels sont les principes. En pratique et de façon générale, comme le relevait le livre récent déjà cité sur *Les jeunes délinquants dans le monde*, «les recours sont rares, les parents acceptant presque toujours la mesure prise à l'égard de leur enfant. La mutabilité des mesures éducatives les rassure aussi, puisqu'ils peuvent en tout temps demander au juge de substituer une mesure moins radicale à celle qu'il avait d'abord prise. De même, la promesse du juge de lever la mesure dès qu'elle ne sera plus nécessaire».. Mais «la rareté des recours a pour effet d'appauvrir la jurisprudence, c'est-à-dire l'interprétation de la loi par les cours supérieures<sup>1</sup>. Le droit pré-

---

<sup>1</sup> Pour la jurisprudence publiée de la Cour de cassation du Tribunal fédéral suisse sur les art. 82 à 100 CP (droit spécial des mineurs), voir p. ex. la Table générale du Recueil officiel des arrêts du T. F. concernant les volumes de 1945 à 1954, IV<sup>ème</sup> Partie, 1956, dont les indications tiennent sur une page exactement, p. 32 s.

torien est d'autant plus riche», — certes, mais aussi d'autant plus désordonné et d'autant moins généralement connaissable.

### III. Les effets du système et le projet de réformes actuel

Il convient de se demander, pour terminer, comment juger le système que nous avons exposé, les résultats auxquels il a abouti jusqu'ici, et les propositions de modification ou d'amélioration qu'il a entraînées. Pour porter un jugement équitable, il est nécessaire de distinguer le système fondamental, c'est-à-dire les principes de *droit matériel* applicable aux mineurs, que le Code pénal suisse de 1937 a introduit et généralisé depuis son entrée en vigueur au début de 1942, et le système de *droit procédural et d'exécution* réservé aux Cantons par l'article 64 bis de la Constitution fédérale. Dans sa thèse de 1957 que nous avons largement utilisée et citée, M<sup>me</sup> Degoumois, après une étude approfondie du sujet, estimait qu'«en Suisse, le droit pénal matériel applicable aux mineurs est, dans l'ensemble, bien adapté aux exigences modernes», et elle ajoutait que «les travaux entrepris pour la revision du Code pénal vont encore l'améliorer». En revanche, «la diversité des autorités compétentes et des procédures cantonales crée de regrettables injustices» à son avis, et «s'oppose à une certaine uniformité de traitement qui serait fort souhaitable à l'égard des jeunes délinquants». En effet le droit formel, comme celui de l'application, à cause de son importance même, «ne saurait rester en arrière». L'application devrait être harmonisée aux principes pour que la solution suisse apportée aux problèmes que posent les mineurs délinquants puisse être pleinement satisfaisante, et donner tous ses fruits. Nous nous bornerons dans cette conclusion, à quelques considérations essentielles à ce propos.

## 1.

## La valeur du droit matériel suisse en soi

Les constatations des praticiens confirment que le droit pénal des mineurs tel que l'a établi le Code pénal suisse est en principe bon — sous réserve de la solution arrêtée pour la période intermédiaire de 18 à 20 ans entre la majorité civile et la majorité pénale, qui ignore totalement le problème des «jeunes adultes»,—et que lorsqu'il est intelligemment et correctement appliqué, il conduit à des résultats très favorables, confirmés par l'expérience des cantons où les institutions judiciaires et les conditions d'application sont satisfaisantes.

C'est ainsi que dans un exposé sur «les tâches du juge pénal de l'enfance et les moyens dont il dispose», présenté devant la Société suisse de droit pénal en 1944, M. le juge Jeanneret, président de la Chambre pénale de l'enfance du canton de Genève instituée par la loi du 4 octobre 1913<sup>1</sup>, pouvait conclure, en partant des expériences qu'il avait faites, que si le jugement et l'admonestation — pour lui essentielle — intervenaient rapidement et dans l'esprit qui convenaient, «la menace, notamment son effet préventif spécial, est suffisante, salubre, efficace. Dans le 80 % des cas, le tribunal n'a plus à intervenir et les adolescents ainsi morigénés, réprimandés ou mis au bénéfice d'une mesure préventive d'attente ou d'épreuve, arriveront à bon port, sous réserve d'une rechute passagère, expli-

---

<sup>1</sup> On a pu écrire que le tribunal des mineurs institué par la loi genevoise de 1913 était «unique dans notre pays», et cette loi «à l'avant-garde du progrès, en Suisse, dans le domaine de la protection des mineurs». Elle a servi de modèle à la loi neuchâteloise (bien qu'elle soit appliquée dans ce canton par l'autorité tutélaire) et, nous l'avons dit, aux lois vaudoise, tessinoise, et plus récemment, fribourgeoise.

cable et justifiée par les circonstances»... C'est donc seulement dans le 20 % des cas qu'intervient le châtimement, ou plus exactement, le plus souvent, le renvoi dans une maison d'éducation, qui «apparaît au mineur, à ses parents et même à certaines autorités de police, comme le seul châtimement — aussi bien lorsqu'il s'agit d'une mesure éducative (art. 91) ou médicale (art. 92) que d'une peine de détention (art. 95) — et quand bien même cette mesure est ordonnée par une autorité tutélaire ou prise spontanément par les parents eux-mêmes». Le renvoi dans une maison d'éducation «est, parmi les tâches du juge, la plus pénible; il ne s'y résout qu'à la dernière extrémité, après avoir essayé tous les moyens préventifs d'amendement», les maisons d'éducation pour mineurs ne répondant pas encore entièrement aux espoirs et ne permettant pas «de traiter chaque cas de façon aussi appropriée que possible». Mais au total le président Jeanne-  
ret pouvaï proclamer «sa foi, son enthousiasme et son optimisme», non seulement en partant des expériences faites notamment en Angleterre et en Belgique, mais aussi «en Suisse, à Genève depuis une trentaine d'années, et en tout cas depuis 1935 par son tribunal».

De son côté le président de la Chambre des mineurs vaudoise, M. le juge Veillard, est arrivé à des constatations analogues sur la base de ses expériences judiciaires, confirmées par le *contrôle* précis et prolongé des résultats obtenus. Dans son rapport de 1955, il relevait que les «recherches catamnésiques» poursuivies, portant alors sur 150 hommes ayant été l'objet d'une peine ou d'une mesure de la part de la Chambre des mineurs en 1943-1944 et qui avaient atteint l'âge de 25 à 30 ans au moment de l'enquête, démontraient que 61 d'entre eux soit le 79 % étaient «totalement reclassés», et 18 améliorés soit «reclassés de fait»; 16 s'étaient aggravés, et 5 avaient trouvé la solution à leurs difficultés en s'enrôlant dans la Légion étrangère en France. Les chiffres des reclassements étaient «encou-

rageants», mais l'expérience permettait d'affirmer que «même avec nos connaissances et nos moyens limités on peut et on doit arriver encore à mieux». Dans l'ouvrage qu'avec M<sup>me</sup> Veillard-Cybulska M. le président Veillard a publié en 1963 sur «Les jeunes délinquants dans le monde», il a conclu (p. 154) «qu'on peut dire que, de façon générale, la majorité au moins des mineurs réellement traités ne deviennent pas des récidivistes et se réinsèrent normalement dans la société. Selon les catégories, le taux de récupération atteint 80 % et même plus. Il est non moins incontestable que ces taux étaient bien moins favorables avec les anciennes méthodes répressives»: Aussi, «tout en souhaitant que les nombreuses recherches en cours sur l'évaluation des méthodes de traitement nous montrent ce qu'il faut améliorer, nous pouvons dire que, d'une façon générale, l'orientation actuelle est juste».

Les expériences de contrôle des récidives s'étant poursuivies dans le canton de Vaud, ces résultats ont pu être corroborés par M. le juge Nicollier, successeur de M. Veillard. Dans son rapport sur l'activité de la Chambre des mineurs en 1964, il a indiqué que les contrôles opérés sur la base des casiers judiciaires de 86 garçons ayant fait l'objet d'une mesure éducative au cours de leur minorité pénale et qui ont atteint l'âge de 25 ans en 1964, ont confirmé les résultats des contrôles antérieurs: pour la catégorie des mineurs soumis à des mesures «éducatives» (et non «punitives»), on a pu constater 84 % de reclassés et 16 % seulement de récidivistes. Il est vrai que, depuis 1955, la délinquance juvénile a fortement augmenté chez nous comme dans d'autres pays: dans le canton de Vaud, le chiffre des «adolescents» prévenus (art. 89 C. P.) a passé de 248 à 507 en 1962, soit une augmentation de plus du double. Un recul a été constaté depuis lors (grâce aussi aux améliorations apportées au régime cantonal dans la formation du personnel et l'aménagement des établissements), mais il est «encore trop

tôt pour dire si nous sommes au début d'une régression» durable. Il ne faut pas perdre de vue d'autre part que la statistique numérique est surtout chargée — signe de notre temps — par les «infractions de circulation», qui ont plus que sextuplé en 8 ans; mais les «vols d'usage» ont légèrement diminué, ce qui est un symptôme favorable. Un autre est le nombre relativement faible des détentions préventives nécessaires. (Sur les 731 mineurs, 681 garçons et 50 filles, ayant été l'objet des 452 enquêtes instruites en 1964, les détentions préventives ont été au total de 102). Le tableau est plus significatif encore si l'on considère que, sur les 454 mineurs jugés, 382 ont été punis, mais que la «réprimande» faisant partie de l'appareil répressif a d'ailleurs suffi pour 202 d'entre eux; (66 ont été condamnés à l'amende, et 64 à la détention, la plupart d'ailleurs avec sursis); 9 sursis seulement ont dû être révoqués, et dans 122 cas on a pu se borner à prendre des «mesures éducatives», et cela pour 84 d'entre eux en «milieu ouvert» (liberté surveillée, sentence suspendue, placement familial); 34 mineurs seulement sur les 454 jugés ont dû être soumis à un renvoi dans une maison d'éducation, et 4 envoyés dans un établissement pénitentiaire.

Les résultats obtenus dans de bonnes conditions sont donc si probants que, dans sa thèse de 1960 faite sous notre direction : «Vers un droit pénal suisse plus rationnel», M. Remy constatant que l'application des principes servant de base au droit des mineurs «conduit à plus de 80 % de réussite absolue», qu'«environ 10 à 15% seulement récidivent une ou deux fois par suite de circonstances spéciales», et que «l'on ne rencontre en fait qu'un faible 10% de tarés invétérés», observait (p. 122) : «Devant une si brillante réussite, la question suivante ne se pose-t-elle pas d'elle-même : n'y aurait-il pas lieu d'étendre le champ d'application de telles méthodes, adaptées, cela va sans dire, *ratione personae et loci*, aux délinquants majeurs?» Et il



aboutissait à la conviction qu'«il n'y a qu'une conclusion, qui d'elle-même s'impose: C'est que dans le but de rendre plus facile et tout à la fois plus efficace la défense de la société contre le crime par réhabilitation du plus grand nombre possible de condamnés, il ne faut pas tarder d'étendre aux majeurs la plupart des méthodes applicables aux mineurs délinquants»<sup>1</sup>. C'est pourquoi il espérait — et son étude approfondie était précisément «soucieuse d'y contribuer» — «voir s'orienter dans ce sens, à la faveur de leur revision actuellement en cours, et le Code pénal suisse, et le Code genevois de procédure pénale» (p. 289 et 291).

## 2.

### Le projet actuel de revision du droit de fond

Une première «petite revision» du Code pénal de 1937 avait eu lieu déjà en 1950. Visant surtout le renforcement des dispositions sur la protection de l'Etat, l'assouplissement des dispositions sur la libération conditionnelle et le sursis, et l'établissement de dispositions plus nuancées sur la répression de la diffamation (qui se conciliaient mal avec le régime de la liberté de la presse), cette revision très partielle du 5 octobre 1950 ne

---

<sup>1</sup> On peut rappeler qu'au Vème Congrès international de Défense sociale, qui s'est tenu à Stockholm du 25 au 30 août 1958, l'assemblée générale a admis — après un débat animé et même «passionné» — la résolution finale suivante, sur proposition de M. Pinatel, Secrétaire général de la Société internationale de Criminologie: «Le Congrès, considérant que le régime des mineurs indique l'orientation future d'un droit criminel moderne basé sur les données de la criminologie et les doctrines de la défense sociale nouvelle, estime que l'extension aux adultes des principes du régime des mineurs doit être progressivement étudiée avec toutes les adaptations nécessaires».

touchait, en ce qui concerne le droit des mineurs, que l'assouplissement des dispositions sur la libération conditionnelle, le patronage et la mise à l'épreuve des adolescents renvoyés dans une maison d'éducation (art. 94), sur la sentence suspendue pouvant être prononcée à leur égard (art. 97), et le délai de radiation des mesures et peines inscrites à leur casier. L'assouplissement portait aussi sur les dispositions applicables aux mineurs de 18 à 20 ans pendant la «période de transition» (art. 100), mais sans se préoccuper, dans la perspective expérimentale et scientifique nouvelle, d'un traitement psychologiquement plus juste et socialement plus efficace, des «jeunes adultes».

La revision actuelle entreprise à la suite d'une consultation des Cantons sur son opportunité, et qui a abouti au projet présenté aux Chambres fédérales par Message du Conseil fédéral du 1<sup>er</sup> mars 1965, s'est occupée tout particulièrement — à côté de la réforme pénitentiaire — de la réforme du droit des mineurs, et en particulier du problème des «jeunes adultes». Les cantons romands — dont le système a fait ses preuves, comme on vient de le voir — ont même présenté «un contre-projet rédigé de toutes pièces», dont le délai qui dut être prolongé pour l'examen des réponses cantonales a permis de tenir compte<sup>1</sup>. C'est qu'entre-temps des développements nouveaux importants s'étaient produits.

---

<sup>1</sup> A la suite de la consultation des Cantons par le Département fédéral de justice et police (31 mai 1953) sur l'opportunité de la revision, une Commission d'experts (qui a siégé pour la première fois le 1<sup>er</sup> juillet 1954) a été instituée. En raison du grand nombre d'articles à reviser et pour accélérer les travaux, la Commission a été divisée en trois groupes indépendants, auxquels furent ajoutés certains nouveaux experts: C'est le Groupe B qui eut à s'occuper du droit pénal applicable aux mineurs (art. 82 à 100, et art. 361 et 369 à 373 C. P.). Le projet ayant été soumis aux Cantons pour observation (3 mai 1960), les Cantons romands, mettant à profit les délais qui avaient dû être prolongés,

En 1952 déjà, le Groupe consultatif européen des Nations Unies, assemblé à Genève, avait été invité par le Secrétariat général à examiner la possibilité d'étendre aux «jeunes adultes» les principes du traitement des mineurs délinquants, et à la session de Genève, en 1956, il avait reconnu que les «jeunes adultes délinquants» devaient être soumis «au statut légal et au traitement propres à leur âge et à leur état». La Société internationale de Défense sociale s'était attachée de son côté particulièrement à l'étude de ce problème, lors des son V<sup>ème</sup> congrès, en août 1958 d'abord, à Stockholm, où elle avait discuté le thème de «l'intervention administrative ou judiciaire en matière d'enfance et d'adolescence socialement inadaptée» (M. le juge Veillard était le rapporteur sur la première question, celle du stade de développement des mineurs), puis derechef lors de son VI<sup>ème</sup> congrès, en mai 1961, à Belgrade, devant établir «dans quelle mesure se justifient des différences dans le statut légal et le traitement des mineurs, des jeunes adultes, et des adultes délinquants» (où nous avons dirigé le débat final et la mise au point des résolutions): Notre rapport au Conseil fédéral (en tant que président de la délégation suisse) avait insisté sur l'intérêt, l'actualité et l'importance des résolutions prises à l'unanimité des représentants des différents pays à la réunion de Belgrade, et sur la nécessité d'en tenir compte pour la révision du Code pénal suisse en cours, et spécialement pour la refonte totale de l'art. 100 C. P. sur la période de transition entre l'«adolescence» et l'âge «adulte» au sens de notre droit <sup>1</sup>.

---

gés, ont pu reprendre cette question sur la base d'un projet de réforme apportant des propositions de modification opportunes, élaboré par MM. les juges Berger, Veillard et Tschachtli, présidents des Tribunaux pour mineurs des Cantons de Genève, Vaud et Fribourg, que nous avons vivement appuyé et encouragé.

<sup>1</sup> Participaient au Congrès de Stockholm (1958), comme représentants de la Suisse: MM. Veillard, président de la Chambre des mineurs du canton de Vaud et président de la délégation officielle; Schatzmann,

Le Message du Conseil fédéral, du 1<sup>er</sup> mars 1965, à l'appui de la revision, relève justement (p. 24 ss.) que «le Code a créé un système original qui s'est révélé efficace dans la lutte contre la délinquance juvénile. Il ne faut pas oublier — précise-t-il, — en abordant le droit pénal des mineurs, que la majorité des infractions sont peu ou moyennement graves et que la plupart des délinquants ne sont pas des criminels, mais des faibles. On a tendance à voir dans chaque mineur délinquant une victime de son milieu, un anormal ou un inadapté social pour lequel on ne doit prévoir que des mesures d'éducation, de protection et des soins. La réalité est différente. La très grande majorité des jeunes délinquants sont des délinquants occasionnels qui fautent par ignorance, insouciance, inconscience, turbulence ou jeu. La jeunesse actuelle est physiquement précoce; mais mentalement elle reste parfois longtemps infantile ou adolescente». C'est donc avec raison que notre Code prévoit pour cette catégorie importante de jeunes délinquants des peines *sui generis* (art. 87 s., et 95 s.). Mais il est juste de prévoir en outre des mesures de protection, d'éducation et des soins pour les mineurs moralement abandonnés ou difficiles, ou caractériellement ou mentalement déficients (art. 84 s. et 91 s.). C'est pourquoi le juge «doit commencer par poser un diagnostic et, à cet effet, compléter l'information pénale proprement dite par une enquête bio-psycho-sociale sur le mineur et son milieu et, au besoin, ordonner une observation en milieu ouvert

---

président du Tribunal des mineurs du canton de Thurgovie; Berger, président de la Chambre pénale de l'enfance du canton de Genève; Paillard, directeur du Service de probation de la jeunesse, et M<sup>me</sup> Degoumois, Tuteur général adjoint, à Genève. Assistaient au Congrès de Belgrade (1961): MM. Graven, vice-président de la Société internationale de Défense sociale et du Congrès, président de la délégation suisse; M. le juge et M<sup>me</sup> Veillard-Cybulska, M. le juge Berger et M. le directeur Paillard,

ou fermé» (art. 83 et 90). Lorsque néanmoins l'adolescent ne peut être classé, «le juge peut suspendre sa sentence» (art. 97). Bien que notre système, dont les grandes lignes sont ainsi résumées, «ait donné satisfaction, certains défauts de détails sont apparus, qu'il convient de corriger» à l'occasion de cette revision. Le système «s'est avant tout révélé trop rigide et insuffisamment nuancé pour être adapté à la très grande diversité des cas. Le législateur de 1937 a voulu obtenir que le droit pénal des mineurs soit exclusivement éducatif. Or l'éducation implique l'*individualisation*. Accessoirement, on s'est efforcé de rendre les dispositions «plus systématiques et plus claires».

*Sur le fond*, la revision proposée n'apporte pas d'innovations de principe changeant le système. Elle vise à l'améliorer et «à faciliter son application par des juges non spécialisés, qui sont les plus nombreux en Suisse. Comme pour les délinquants adultes, ce sont les dispositions sur l'exécution des peines et des mesures qui ont été modifiées», car «l'efficacité d'une peine ou d'une mesure dépend essentiellement de son application». Comme le principe de l'*individualisation* du traitement exige une grande souplesse des modalités de celui-ci, le Conseil fédéral, tout en estimant que «sans doute, on peut faire largement confiance aux juges et aux fonctionnaires chargés de l'application», observe qu'il faut pourtant «d'une part, éviter l'arbitraire en donnant au justiciable une certaine sécurité juridique et, d'autre part, guider le juge et le fonctionnaire non spécialisés, afin de leur montrer les nombreuses modalités dont ils disposent pour appliquer dans chaque cas un traitement *sur mesure*».

Nous n'avons pas à entrer ici dans l'étude détaillée des modifications proposées, qui exigeraient une analyse assez longue, mais nous devons, pour l'intérêt même de notre exposé, en indiquer les bases, qu'on peut résumer ainsi. D'abord, l'âge-limite du début de l'enfance a été porté de 6 à 7 ans, celui de

l'adolescence de 14 à 15 ans, et la fin de l'adolescence de 18 à 19 ans, âge auquel le délinquant entre dans la catégorie nouvelle des «jeunes adultes», dont le terme a été fixé, après discussion, à 25 ans (certains parlaient de 22 ans, d'autres, de 28 ou même 30 ans). On a arrêté l'âge de 25 ans parce qu'il semble, d'après la majorité des spécialistes «que c'est effectivement la limite jusqu'à laquelle des mesures éducatives peuvent encore exercer une action efficace sur les jeunes adultes».

1° Pour les «*enfants*», le texte sur les «mesures éducatives» (art. 84 C. P.) a été amélioré, le critère des besoins éducatifs du mineur ayant été mis au premier plan. Le terme actuel «perversi», qui est équivoque et préjudiciable à l'enfant, a été remplacé par «très difficile», et les mesures d'éducation, mieux définies, ont été rangées dans leur ordre d'importance : l'éducation surveillée (soit la «liberté surveillée» aux termes des lois française et belge, ou «probation», selon la terminologie anglaise), le placement familial, et le renvoi en maison d'éducation. L'éducation surveillée, «mesure le plus souvent appliquée et qui donne de très bons résultats», constitue la «pierre angulaire de tout le traitement des jeunes délinquants» et doit consister en une aide sans suppléer la puissance paternelle (art. 84, al. 2), car «le droit pénal des enfants est un succédané de la correction paternelle». Le «traitement spécial», qui pourra aussi être ambulatoire, a été réaménagé «de façon à englober les troubles pathologiques du caractère, tels que les névroses», et pourra être cumulé avec l'éducation surveillée (art. 85). D'autre part l'enfant, comme l'adolescent, évoluant constamment, il faut, pour faire oeuvre éducative efficace, pouvoir adapter la mesure à son état, ce pourquoi le système a été complété (art. 86) «par une disposition obligeant l'autorité à surveiller l'application de toutes les mesures et prévoyant la possibilité d'ordonner l'observation de l'enfant lorsqu'il y a lieu de substituer une mesure à une autre».

En ce qui concerne la *sanction*, l'autorité cantonale compétente a deux possibilités dans le cas des enfants en faute qui n'ont pas besoin d'éducation surveillée : soit la punition appropriée (réprimande ou arrêts, art. 87), soit le pardon judiciaire (art. 88) ou la «renonciation à toute mesure ou punition disciplinaire» lorsqu'une mesure appropriée a déjà été prise ou l'enfant puni par une autre personne que le détenteur de la puissance paternelle ou par une autorité». Dans un «dessein éducatif» il est possible d'appliquer en outre la «réparation du dommage», fût-elle partielle, voire symbolique, ce qui peut avoir de bons effets quand la réparation est «imposée à l'enfant et non à ses parents». Les dispositions intimes de l'enfant, dont le repentir sincère «jouent naturellement un grand rôle».

2° Quant aux «*adolescents*» — qui sont plus nombreux et dont les actes sont en général plus graves et le traitement plus difficile, — «l'*exécution* de la peine ou de la mesure, qui dure souvent plusieurs années, est la partie la plus importante du traitement», et il est nécessaire «d'expliquer clairement à l'autorité compétente le mécanisme complexe dont elle dispose et dont le bon emploi conditionne l'efficacité»: ce pourquoi les diverses modalités de l'éducation surveillée «sont définies de façon détaillée» (art. 89 s.).

Pour les «mesures éducatives» (art. 91), le nouveau texte introduit aussi le «home approprié» (petit home à caractère familial), intermédiaire entre la famille et la maison d'éducation. L'éducation surveillée — qui ne touche ici encore en rien la puissance paternelle et ne constitue pas une tutelle — est indiquée dans tous les cas où le mineur n'est pas trop difficile. Une innovation importante (remplaçant l'ancien art. 91 chif. 3) est réalisée par le renvoi dans une maison d'éducation pour adolescents «particulièrement—ou extraordinairement—difficiles» ou dangereux, «qui se révèlent intraitables en cours d'exécution des mesures d'éducation (caractères inaccessibles à toute

influence et rétifs)». Trois possibilités, soit trois sortes d'établissements sont désormais prévus : l'établissement pour adolescents «particulièrement difficiles» et «qui ont besoin de mesures énergiques avec l'aide d'un psychiatre» (névrosés, psychopathes); l'établissement disciplinaire et d'entraînement pour les «indisciplinés qui doivent être soumis à un régime sévère», et les cliniques psychiatriques pour les adolescents chez qui «l'élément médico-psychiatrique prédomine, en sorte que les mesures éducatives seraient inefficaces» (art. 93 bis, nouveau). Ce sont sans doute ces dispositions qui étaient les plus nécessaires (elles manquaient encore), et dont il y a lieu d'espérer les résultats les plus manifestes.

La *modification* des mesures, soit leur substitution selon les besoins et l'expérience, déjà prévue (art. 93) a été complétée «par la possibilité de transférer d'abord l'adolescent dans un centre d'observation pour permettre au juge de se déterminer sur la mesure à prendre». En effet, la possibilité d'adapter une mesure au développement du mineur est une des caractéristiques de toutes les lois applicables aux mineurs. Elle seule donne une valeur pédagogique effective aux mesures», et «cela vaut aussi pour le passage d'une classe d'âge à la suivante». C'est pourquoi il est prévu aussi que dans le cas de l'adolescent qui atteint l'âge de 19 ans révolus, «le renvoi dans une maison d'éducation pourra être poursuivi dans une maison d'éducation au travail lorsque le développement de l'intéressé l'exige»<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Ce transfert étant *administratif*, la mesure ne devient pas pour autant une mesure de l'art. 100 *bis* nouveau pour les «jeunes adultes» de 19 à 25 ans; ce qui entraîne en particulier la conséquence que les dispositions du droit pénal des mineurs concernant la libération conditionnelle (art. 94) restent applicables. Ajoutons que la limite du renvoi dans une maison d'éducation est désormais clairement fixée (à 23 ans ou 25 ans au maximum suivant les cas), pour tenir compte du caractère arriéré et «ne pas compromettre par une interruption prématurée l'éducation... donnée à grand'peine pendant des années», ou d'autre part, de l'âge d'envoi possible jusqu'à 19 ans dans une maison d'éducation.



Les *peines* (art. 95) — terme qui remplace dans le nouveau texte celui de «répression pénale» — restent la réprimande, l'amende (qui ne sont pas modifiées), et la détention. Dans le système actuel, cette dernière est «une peine répressive sans caractère éducatif particulier, ce pourquoi elle est presque toujours suspendue, (et) la révocation de la suspension est rare; lorsqu'elle doit néanmoins être exécutée elle est de longue durée». Aussi, tout en maintenant cette peine «qui répond à un besoin et y répondra encore davantage si les adolescents de 19 ans sont soumis au droit des mineurs», le «caractère éducatif» en a été accentué: «Bien que la détention ne doive être prononcée que lorsqu'aucune mesure éducative particulière n'est nécessaire, l'éducation de l'adolescent sera suivie pendant la détention». C'est pourquoi la détention de longue durée—pour laquelle le projet introduit d'ailleurs la libération conditionnelle (art. 95, chif. 4) qu'il n'y a «aucun motif de refuser aux adolescents», bien au contraire, — «sera subie dans une maison d'éducation ou dans une maison d'éducation au travail»; en outre, l'éducation surveillée pourra être cumulée avec une détention de courte durée (comme d'ailleurs avec l'amende). On a ainsi, dit le Message, «évité des différenciations par trop schématiques entre les mesures et les peines, ce qui facilitera la tâche du juge dans de nombreux cas douteux et intermédiaires»<sup>1</sup>, la

---

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral et la Commission d'experts — qui était divisée — ont craint d'innover, et prudemment rejeté tout ce qui pouvait retarder, compliquer ou compromettre la revision: «La Commission d'experts—relève le Message du Conseil fédéral (p. 3)—s'est fixé comme ligne de conduite de ne rien changer aux conceptions fondamentales du code».

a) Elle a notamment «rejeté l'idée de la *peine unique* (pour les adultes), c'est-à-dire la fusion de la réclusion et de l'emprisonnement en une seule peine privative de liberté», qui avait été longuement et sérieusement discutée (en revanche, l'exécution de ces deux peines sera sensiblement uniformisée).

b) «La Commission a également rejeté en principe le système dit

peine restant «conforme au principe éducatif général qui s'oppose à ce qu'un adolescent soit enfermé pendant longtemps sans que son éducation soit suivie».

*moniste*, que consiste à supprimer la dualité entre la peine et la mesure et à prononcer une peine ou une mesure de sûreté» (sauf à propos de l'internement des délinquants d'habitude à l'art. 42, ce que le Message a expressément motivé, p. 12). Mais si l'on estime bien d'«éviter des différenciations par trop schématiques entre les mesures et les peines», ce qui a l'avantage de faciliter la tâche du juge dans de nombreux cas douteux ou intermédiaires et surtout de combiner les avantages des deux formes de sanction, souhaitons, ici encore, que le droit des mineurs «préfigure» le droit pénal des adultes dans l'avenir et en prépare la modification avec les adaptations nécessaires (ce qui évidemment peut susciter quelques problèmes délicats à résoudre). On nous permettra de rappeler que, dans le Code pénal éthiopien de 1957, nous avons réalisé un système «moniste» des sanctions et supprimé le dualisme, historiquement compréhensible, mais injustifié et malvenu du point de vue de la raisonnable application de la loi en vue des objectifs de la politique criminelle la plus efficace possible.

c) «La Commission a enfin rejeté la doctrine encore plus radicale de la *défense sociale*, qui tend à remplacer la peine expiatoire par de simples mesures de sûreté». M. Schatzmann, président de la juridiction des mineurs du canton de Thurgovie, a relevé que ce point avait aussi troublé les milieux des juges des mineurs, dans son examen de la «Revision des Jugendstrafrechts» (Informations pénitentiaires suisses, 1965, No 52, p. 22). — La crainte en quelque sorte «panique» — faute d'informations exactes et précises suffisantes — qui règne à l'égard du mouvement de «Défense sociale nouvelle humaniste», confondue avec la «défense sociale» ou «étatique» des «positivistes», est un des phénomènes les plus frappants de la division et une cause du ralentissement consécutif des progrès, dans le domaine contemporain de l'évolution pénale, pourtant en plein essor. Comme M. Ancel dans son bel ouvrage déjà classique et en voie de réédition, sur «La Défense sociale nouvelle», et à sa suite, nous nous sommes expliqué déjà souvent sur ce sujet, en cherchant à dissiper cette malencontreuse équivoque. Cf. notamment nos articles: La Commission suisse d'études criminologiques et de prophylaxie criminelle (Rev. internat. de criminol. et de police techn., 1949, p. 83); La criminologie et la fonction pénale (même Revue, 1950, p. 155); Introduction à une procédure rationnelle de prévention et de défense sociales (Rev. pénale suisse, 1950, p. 82 et 170); Introduction juridique au problème de l'examen médico-psychologique et social des délinquants (I<sup>er</sup> Cours international de Criminologie, Actes, Paris, 1952); Droit pénal et défense sociale (réponse à l'exposé et aux craintes de M. le profes-

La «sentence suspendue» introduite dans le Code de 1937 (art. 97), avait été, sous la forme qui lui a été donnée, beaucoup critiquée; nous l'avions fait nous-même, à cause de son caractère équivoque et de son institution en tant que simple «mesure d'attente» pour permettre au juge de sortir d'embarras lorsqu'il ne sait dans quelle catégorie ranger un adolescent et quelle mesure prendre, au lieu de lui donner la possibilité d'appliquer la sentence suspendue au sens d'un «jugement conditionnel» avec «probation» de type anglo-saxon. L'institution a été enfin mieux comprise, quoique non réglée encore selon toutes les exigences de son véritable sens. Comme le projet introduit l'«éducation surveillée» en tant que première mesure éducative, les experts avaient estimé que la «sentence suspendue» n'avait pas d'utilité et «faisait double emploi, et que l'art. 97 pouvait être biffé». C'est une erreur; car si l'éducation surveillée rend la sentence suspendue en effet souvent superflue, cette dernière «garde pourtant toute son importance précisément dans les cas où l'éducation surveillée paraît inopportune ou inutile». Aussi, a conclu le projet, «pour que la sentence suspendue ait tout son sens, il faut l'incorporer systématiquement dans la loi comme

---

seur Frey dans la Rev. pénale suisse 1953 p. 405, même Revue 1955 p. 1); La conciliation des principes criminologiques et de défense sociale avec les exigences de l'Etat fondé sur le droit (Colloque universitaire de Fribourg-en-Brisgau, 1958, p. 47), et récemment encore nos Notes rédactionnelles à propos des articles fondamentaux de M. le juge Versele: A propos d'un improbable «chant du cygne» de la Défense sociale nouvelle (Rev. internat. de criminol. et de pol. techn., 1962, p. 117), et de M. le président Gramatica: La «non-politique» de la politique de défense sociale (même Revue, Genève, 1965, p. 87). Nous ne désespérons pas de voir des idées plus justes et conformes aux réalités finir par s'imposer, en Suisse aussi, dans le sens que nous avons eu encore l'occasion de préciser dans la synthèse finale, à la séance de clôture du VI<sup>ème</sup> Congrès international de Défense sociale sur «Le statut légal et le traitement des jeunes délinquants adultes», en 1961; Actes du Congrès, Belgrade, 1962, p. 191-196.

véritable suspension», conformément à sa nature et à ses possibilités, et non, comme c'est le cas actuellement, à titre de «mesure *sui generis*» ou d'expédient de commodité pour le juge. Telle qu'elle est réglée désormais, la sentence n'étant pas proclamée et une simple annotation provisoire (et non une inscription) étant portée au casier judiciaire, le juge, qui statuera définitivement à la fin du délai d'épreuve, pourra décider formellement, si l'adolescent a subi celle-ci avec succès—c'est-à-dire si une peine ni une mesure ne se sont révélées nécessaires, — de renoncer à toute condamnation (art. 97 nouveau, chif. 3), ce qui permettra de ne faire figurer au casier judiciaire *aucune inscription* (l'annotation provisoire éventuelle étant radiée).

3° En ce qui concerne enfin les dispositions totalement nouvelles sur les «jeunes adultes», les experts avaient d'abord proposé «de soumettre cette catégorie de délinquants à un système différentiel; en principe, ils seraient régis par le droit applicable aux mineurs, mais seraient soumis aux dispositions et au juge concernant les adultes lorsque le juge des mineurs estimerait que l'auteur est déjà trop mûr pour être assujéti au droit des mineurs». Cette solution a été écartée comme non satisfaisante, car «l'autorité compétente serait incertaine, et il pourrait se produire des conflits négatifs de compétence»; de plus, dans la plupart des cantons, «la juridiction des mineurs, trop chargée, devrait être réorganisée»; enfin, «il ne serait pratiquement guère possible de «dégrader» au rang d'adolescents des mineurs qui, souvent, se considèrent déjà comme adultes ou ont fait leur école de recrues»<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Dans le Code pénal éthiopien du 23 juillet 1957, nous avons prévu, pour résoudre le problème de la «période intermédiaire» (allant de la fin de la majorité pénale atteinte à 15 ans jusqu'à la majorité civile fixée à 18 ans, vu les usages et les dispositions légales tenant compte des conditions du pays), un système mixte d'inspiration analogue: Il donne au juge (art. 181) la faculté d'appliquer les dispositions ordinaires tout

Mais la question du régime à appliquer aux «jeunes adultes» ayant d'autre part été débattue déjà à l'occasion de congrès suisses ou internationaux et ayant fait l'objet de réglementations légales ou de projets dans certains pays, le Conseil fédéral et les spécialistes ont examiné «s'il ne conviendrait pas d'élaborer aussi en droit suisse un statut particulier pour une classe d'âge intermédiaire élargie», ce qui a été en définitive admis. On a donc envisagé «de former un groupe avec les jeunes de 19 à 25 ans et de les soumettre en principe aux dispositions régissant les adultes. Lorsqu'une peine, atténuée ou non, n'est pas indiquée, ils seraient renvoyés de préférence dans la maison d'éducation au travail» (Message, p. 34 s.). En fait, les dispositions proposées sont fort complexes. Le principe de l'atténuation possible de la peine applicable aux adultes (art. 65) est maintenu. Mais comme les délinquants de 25 ans «sont souvent si adultes que le sentiment populaire s'oppose à ce qu'ils fassent l'objet d'un traitement de faveur» — ce qui est surtout le cas pour les peines atténuées, car l'éducation au travail, mesure de durée indéterminée, est le plus souvent ressentie comme une dure sanction, — le nouveau texte en tient compte

---

en pouvant atténuer la peine dans les limites légalement établies (art. 184), «si les circonstances du cas paraissent le justifier», mais dispose d'autre part (art. 182, cas spécial): «Lorsque le délinquant n'est pas encore trop éloigné de la minorité, que ce soit par son développement physique ou mental, ou lorsqu'il n'a pas commis une infraction très grave et paraît encore, à dire d'expert, devoir être sensible aux mesures curatives, éducatives ou correctives prévues pour les mineurs, le juge — au lieu de la possibilité d'atténuation de la peine ordinaire — pourra ordonner une de ces mesures... par une décision expressément motivée». Il ne pouvait être question, dans un pays coutumier et à cette époque, d'aller jusqu'à la reconnaissance d'une catégorie de «jeunes adultes» dépassant aussi largement les limites de la majorité ordinaire conforme aux traditions et à la législation. La «sentence suspendue» proprement dite, a été instituée d'ailleurs (art. 195) à côté du sursis à l'exécution de la peine, et le CP éthiopien est de ce point de vue plus avancé que le CP suisse.

en ne rendant pas obligatoire l'atténuation de la peine : le juge «peut» l'atténuer, «et il ne doit le faire que si le jeune adulte, en raison de son développement et de son caractère, mérite encore cette faveur». Les autres dispositions visent le placement possible des mineurs alcooliques ne pouvant être envoyés en maison de travail, dans un hôpital ou un hospice (car l'atmosphère qui règne dans les établissements pour alcooliques est souvent sinon même toujours mauvaise du point de vue éducatif), et d'autre part, la possibilité de l'internement des délinquants d'habitude (art. 42), et du recours aux mesures (art. 43) visant les délinquants mentalement anormaux (art. 100, chif. 4 et 5).

Le nouveau texte règle très en détail (art. 100 bis) tout ce qui a trait «au renvoi des jeunes adultes dans la maison d'éducation au travail, mesure spéciale réservée à cette classe d'âge» (la maison d'éducation au travail pouvant d'ailleurs être liée à un asile pour buveurs), étant bien entendu que «le but principal de la mesure est l'éducation au travail et non l'exécution d'un travail déterminé». Le texte nouveau dispose expressément que «chaque condamné fera l'apprentissage d'un travail adapté à ses aptitudes et le mettant à même de gagner sa vie après sa libération. Son caractère, sa formation intellectuelle et physique, de même que ses connaissances professionnelles, seront développés dans la mesure du possible», et «le condamné pourra être autorisé à parfaire sa formation professionnelle ou à travailler en dehors de l'établissement» (art. 100, chif. 3). C'est bien la disposition essentielle. «Cette forme d'éducation au travail — observe le message — a souvent été couronnée de succès, et elle permet d'enseigner des métiers qui ne peuvent être appris dans l'établissement. A côté du travail, il faut aussi veiller au raffermissement du caractère, de sorte que cette mesure est une sorte de continuation de l'éducation des adolescents».

Mais on a aussi recouru à une «innovation importante concernant les récalcitrants», en ce sens que «si le condamné enfreint obstinément la discipline de l'établissement ou s'il est fermé aux méthodes d'éducation qui y sont appliquées, l'autorité compétente (cantonale) pourra faire exécuter la mesure dans un établissement pénitentiaire», sauf à réintégrer le récalcitrant dans la maison d'éducation au travail «si le motif du transfert vient à disparaître» (chif. 4). Ainsi, relève le Conseil fédéral, «alors que le juge doit maintenant ordonner l'exécution de tout ou partie de la peine, de sorte que l'intéressé a la possibilité de se soustraire à la mesure par sa mauvaise conduite et de subir la peine la plus courte», désormais «la mesure elle-même peut être exécutée dans l'établissement pénitentiaire»<sup>1</sup>. Enfin et conformément à l'ensemble de notre système, il va sans dire que la libération conditionnelle est possible; elle fait partie du système progressif et elle est inséparable de l'idée éducative; mais les conditions essentielles auxquelles elle est subordonnée, c'est-à-dire qu'il y a «lieu d'admettre que le condamné est apte et disposé à travailler et qu'il se conduira bien en liberté» — moyennant l'aide et le contrôle du patronage pendant un délai d'un à trois ans, — sont soulignées en ce qu'elles sont énoncées en tête même de la disposition.

4° Telle est en substance et vue dans son ensemble la *réforme* qui doit être soumise à l'approbation du Parlement, quant au droit de fond. Des critiques et des propositions d'amélioration ont été faites, dans le détail desquelles nous ne pouvons entrer.

Le professeur Clerc a ainsi rappelé, dans le Bulletin d'«Informations pénitentiaires suisses» (octobre-décembre 1965 n.º 52, p. 9 s.), la proposition faite et qui «aggraverait le déman-

---

<sup>1</sup> Comme il s'agit d'un transfert *administratif* et non d'une modification ou d'un renforcement de la mesure par le juge, le retransfert dans la maison d'éducation au travail est possible en tout temps.

tèlement du code pénal», en sortant les dispositions relatives aux mineurs pour en faire une loi spéciale. A son sens, cette suggestion ne devrait être retenue «que si la Confédération devait, à l'exemple de ce que vient de faire la Belgique, élaborer une loi générale sur la protection des mineurs». Mais il faut se demander d'abord si, constitutionnellement, elle en aurait la compétence, et si, d'autre part, il ne faudrait pas «faire figurer dans cette loi plusieurs dispositions qui ont leur siège dans le Code civil?» (ce qui est aussi notre avis). Mais, pour M. Clerc, «le moment n'est pas encore propice pour se lancer dans cette aventure, si intéressante qu'elle soit». Il serait en revanche favorable à l'idée de régler — tant pour le droit des adultes que pour celui des mineurs — «autrement que par le Code pénal ce qui a trait au *régime d'exécution*, ce qui est différent et plus restreint. Il s'agirait très simplement d'élaguer tant du projet que du code actuel toutes (les) dispositions de détail qu'on... aurait pu abandonner aux cantons», la seule différence fondamentale étant que «ce serait la Confédération elle-même qui établirait les règles et prévoirait les éventuelles exceptions». Cette solution aurait techniquement un avantage incontestable : les articles souvent trop longs du Code seraient allégés», et l'on éviterait de répéter à propos de chaque peine ou mesure les mêmes indications (concernant le travail, l'ordinaire, etc.), «en consacrant à chacun de ces objets une norme posant le principe général et ménageant l'exception», méthode qui conduirait sans doute «à adapter des solutions beaucoup plus simples que celles que suggère le projet» : le professeur Clerc en prend précisément pour exemple la création de la nouvelle catégorie des «jeunes adultes», dont le statut lui «semble par plus d'un point mal pensé»<sup>1</sup>. Le professeur Schwander au contraire (*ibidem*, p. 13) le trouve «remarquable» (*beachtlich*).

---

<sup>1</sup> M. Clerc écrit à ce sujet : «Psychologiquement, c'est une erreur de traiter un peu comme des adolescents attardés des individus qui se



Dans l'excellente analyse critique de l'ensemble du droit des mineurs révisé, que fait M. Schatzmann (même revue, p. 21 ss.), il constate que dans l'ensemble, le système du Code suisse a fait ses preuves dans la pratique et, tout en exprimant un certain nombre de réserves, il est d'avis que le projet de révision, qui représente un «compromis bien suisse», apporte à notre droit un développement qui s'accorde aux vues de notre temps (*zeitgemäss*). Du point de vue pratique, et avant tout quant à l'élévation de l'âge limite de l'adolescence de 18 à 19 ans, il y voit pourtant le principe de résistances possibles pour des raisons que nous ne saurions perdre de vue, car elles jouent précisément un très grand rôle du point de vue de l'application cantonale: c'est, d'une part, qu'il en résultera une très notable charge supplémentaire pour les juridictions des mineurs, non seulement parce que c'est là un âge de délinquance particulièrement active mais encore parce que, vu la possibilité d'obtenir en Suisse le permis de conduire une voiture automobile à 19 ans, les infractions contre la circulation, si nombreuses, vont charger ces juridictions. D'autre part, on est en droit de se

---

veulent des adultes; en donnant le choix au juge entre une peine éventuellement atténuée et une mesure de sûreté si grave, qu'on hésitera sans doute à la statuer, c'est restreindre les moyens éducatifs au sucre et au bâton. Avant de bâtir tout un système, merveilleux en théorie, mais qui peut se révéler un échec, n'aurait-il pas été plus prudent de s'inspirer de certaines législations étrangères qui, sans multiplier les paragraphes du code pénal, ont tout simplement aménagé par voie administrative des établissements spéciaux pour adultes de 18 à 25 ans, où ils trouveraient un régime éducatif adapté à leur âge, notamment sous l'angle des sports, des loisirs et de la formation professionnelle, et au besoin, traitement de choc pour certains, toutes choses qui ne s'imposent pas pour les détenus plus âgés... Mais en réalité n'est-ce pas là justement un «système» spécial pour cette catégorie? Et ne convient-il pas de le «légaliser» pour être certain qu'il «existe» et soit appliqué?

demander comment seront assurées les places nécessaires pour les adolescents de 19 ans dans les établissements déjà déficients...

### 3.

#### Le projet actuel et l'exécution

On retombe ainsi, et c'est inévitable, dans les problèmes d'application relevant du droit cantonal, puisque tout aboutit en définitive à l'exécution et que la valeur du système lui-même en dépend. C'est surtout cet aspect de la question — la seconde face de notre problème — qu'a tenu à mettre en évidence M. le président Veillard dans ses observations (Informations pénitentiaires suisses, 1965, No 52, p. 17 ss.). Il est certainement bon de donner aux juges et aux fonctionnaires des indications claires et meilleurs sur l'esprit et les modalités du système à appliquer avec l'individualisation et le doigté convenables. Mais les possibilités matérielles d'application seront finalement même dans ce cas, déterminantes.

La réforme vise naturellement aussi<sup>1</sup> les dispositions sur la procédure et l'application en la matière: on a dû fixer la compétence matérielle et locale pour le nouveau groupe des jeunes adultes (art. 366 bis), et l'on a réglé de manière moins schématique la compétence locale à l'égard des enfants et des adolescents, le for de l'autorité du domicile ou de la résidence

---

<sup>1</sup> A côté du *casier judiciaire* et des inscriptions relatives aux crimes et délits des adolescents, et de la communication des condamnations rayées aux autorités pénales judiciaires et d'exécution directement intéressées à connaître le fait (art. 361 et 363 al. 4 CP); on y a ajouté la communication, aux mêmes conditions, aux «autorités administratives chargées de délivrer ou retirer les permis de conduire conformément aux art. 14 et 16 de la loi du 19 décembre 1958 sur la circulation routière».

ne valant désormais qu'à titre général et non plus de manière absolue (lieu de l'action dans certains cas, comme le dommage à la propriété et les contraventions; ou cas des mineurs ne siégeant pas à long terme en Suisse, art. 372). Mais c'est avant tout le problème de l'exécution des mesures et sanctions, et partant celui des établissements, qui s'est trouvé posé.

Il a fallu naturellement modifier la teneur des dispositions qui obligent les Cantons à créer les divers établissements «répondant aux exigences du code» et nécessaires pour en permettre l'application. (Le principe en a été simplement affirmé en termes généraux à l'art. 382 CP pour ne pas allonger l'énumération). On a prévu d'autre part que les Cantons pourront aussi «prendre des arrangements avec des établissements privés» (pourvu que ces établissements soient conformes aux prescriptions du code), notamment pour le renvoi dans des hôpitaux ou hospices, dans des «foyers de transition» pour détenus libérés conditionnellement ou proches de la libération, dans des maisons d'éducation pour enfants et adolescents, des centres d'observation, des maisons d'éducation pour adolescents particulièrement difficiles, ou encore des maisons d'éducation au travail pour femmes. Le message précise que la plupart de ces établissements existent aujourd'hui déjà, mais qu'ils seront mis davantage à contribution dorénavant, raison pour laquelle il convient de les mentionner expressément dans la loi. La Confédération doit par ailleurs subventionner «la création et le développement des établissements officiels prévus (art. 386), et peut subventionner la création et le développement d'établissements privés répondant aux exigences de la loi (art. 387), ainsi que l'exploitation de maisons d'éducation au travail, et d'établissements pour enfants et adolescents (art. 388). De plus, elle «encouragera et subventionnera les entreprises ayant pour but de former les personnes chargées de l'exécution des peines et mesures et de développer leurs aptitudes» (art. 390).

M. le président Veillard, sur la base de toute son expérience, estime que les modifications les plus importantes de la réforme sont précisément celles qui ont trait au *subventionnement des établissements* pour mineurs. Les dispositions actuelles limitent à 50 % l'aide fédérale à la création et au développement des établissements officiels pour enfants et adolescents, et le projet des experts avait porté à 70 % le taux maximum pour les établissements officiels et privés, avec une majoration de 10 % pour les maisons d'éducation destinées aux «adolescents particulièrement difficiles», ce type d'établissement manquant complètement en Suisse, bien qu'on le réclame depuis 1942, car «aucun canton n'a voulu en assumer les frais, ce qui se comprend». Or, le projet du Conseil fédéral ramène le taux à 50 % en général, avec le supplément de 20 % uniquement pour cette dernière catégorie. Avec les spécialistes, M. Veillard juge ce «recul» néfaste et «injustifiable»<sup>1</sup>. Les experts avaient aussi espéré qu'à l'avenir la Confédération par-

---

<sup>1</sup> M. Veillard précise à ce sujet (loc. cit. p. 18): «Depuis l'élaboration du Code pénal, les méthodes de traitement des jeunes délinquants socialement inadaptés se sont considérablement améliorées. Les textes révisés expriment cette évolution psycho-pédagogique dont les résultats sont déjà perceptibles. Mais de même que la réhabilitation socio-médicale des invalides coûte cher, le traitement caractériel est aussi devenu beaucoup plus coûteux. Aux établissements du type caserne de jadis (Erziehungsanstalt) ont succédé des maisons d'éducation (Erziehungsheime) de types très diversifiés, plus ou moins ouverts, avec un personnel éducatif bien plus nombreux et surtout de mieux en mieux sélectionné et formé. On a introduit la pédagogie de groupe, la supervision psychologique et psychiatrique. Le traitement institutionnel débute par une observation psycho-somatique très poussée et il se termine par une post-cure soutenue. — Les bâtiments ont dû être adaptés à cette évolution. Le système pavillonnaire s'est révélé le plus adéquat, mais il coûte plus cher que les blocs d'autrefois. L'éventail des établissements s'est tellement élargi que presque aucun canton ne peut le réaliser sur son sol. Les ententes intercantionales, qui permettraient une planification, se sont avérées bien plus difficiles qu'en matière pén-

ticiperait aux frais *d'exploitation* (comme l'art. 388 en prévoit la possibilité), alors que le message «reste muet sur ce point». Du point de vue des effets attendus, on peut déplorer cette «carence»: «Le traitement des jeunes délinquants et, de façon générale, les jeunes inadaptés — on pourrait même dire sans exagération la protection de l'enfance — est un des derniers secteurs de l'action sociale où la solidarité fédérale fait défaut» (écrit M. Veillard en le soulignant). «Il y eut un temps où la Suisse était dans le groupe de tête des Etats pour la qualité des maisons d'éducation. D'autres pays, moins riches que nous, comme les Pays-Bas et la France, nous ont devancés. Nous n'avons aucune excuse à ce sous-développement de la protection de l'enfance dans le pays de Pestalozzi». Certes, la «structure fédéraliste» est «un sérieux obstacle, mais il n'est pas insurmontable» (comme le prouvent les systèmes de péréquation mis en place pour la lutte contre la tuberculose, ou pour l'assurance-invalidité). «Il n'est pas admissible que les enfants des cantons «pauvres» ne puissent pas bénéficier des méthodes modernes de traitement».

---

tentiaire. Le gros obstacle de cet aménagement régional est le fait que le canton qui construit et exploite un établissement régional doit en supporter la plus lourde charge, les cantons «usagers» n'acceptant pas volontiers de participer à parts égales ni aux frais de construction, ni aux frais d'exploitation...»

Certains cantons ont fait de grands efforts pour ériger ou améliorer des établissements d'éducation de types variés pour les mineurs, et de très notables progrès ont été réalisés depuis la situation que relatait *Fisek* dans sa thèse de 1948 sur «Les maisons d'éducation pour les mineurs délinquants en Suisse romande». Genève a notamment abouti à des résultats remarquables en ce domaine. Nous nous bornons à renvoyer aux quelques articles suivants parus dans notre Revue internationale de criminologie et de police technique, de Genève: M<sup>me</sup> R. B. Koehlin: Les Foyers «Feux Verts» de Genève, 1960, p. 104; R. Paillard: Le Foyer des Ormeaux à Genève, 1965, p. 47; G. Stamm: Un «centre de jeunesse» artisanal: Le Landheim Erlenhof à Reinach (Bâle-Campagne), 1960, p. 299,

Cette situation «lamentable» d'après l'auteur de ces considérations, a d'ailleurs provoqué la proposition d'élaborer une «loi fédérale sur la protection de l'enfance négligée, en danger moral, inadaptée ou délinquante, dont le fardeau principal reposerait sur la Confédération», et «il est probable que cette idée mûrira», car «elle est dans le sens de l'évolution contemporaine» et «la plupart des pays d'Europe l'on déjà réalisée». Mais sa réalisation exigera encore bien du temps chez nous, et l'on ne peut en attendant «en rester au triste régime actuel». C'est pourquoi le Parlement se devrait de faire l'effort nécessaire pour subventionner davantage les constructions et imposer à la Confédération le devoir de subventionner l'exploitation des établissements et institutions pour enfants et adolescents inadaptés ou délinquants<sup>1</sup>: «Ce qui sera d'ailleurs un investissement productif», puisque «réadapter un enfant ou un adolescent à la vie sociale, c'est transformer un futur asocial ou anti-social — qui coûtera cher à la société — en un membre utile à la communauté».

Mais ce n'est pas tout. Le projet révisé a bien repris aussi la disposition qui prévoit l'aide fédérale à la formation du personnel pénitentiaire (art. 390). C'est judicieux et nécessaire. Il faudrait voir cependant plus haut encore: il serait aussi

---

<sup>1</sup> Le Message du Conseil fédéral observe à ce sujet, quant aux propositions d'augmentation et d'extension des subventions prévues (aux art. 386 ss.): «Les Chambres fédérales ont adopté, avec le budget de 1965, une motion chargeant le Conseil fédéral de présenter, au plus tard avec le budget de 1966, une vue d'ensemble des subventions fédérales et des propositions quant à celles qui peuvent être suspendues ou réduites. Les subventions concernant les établissements servant à l'exécution des peines et mesures ne peuvent pas être considérées isolément. Elles doivent l'être dans le cadre des subventions fédérales en général et en fonction de la répartition des tâches entre la Confédération et les Cantons, des subventions de 50 et 70 % étant un maximum. C'est pourquoi l'extension de l'aide fédérale est limitée».

«très souhaitable d'étendre cette aide à la formation *des juges*, très particulièrement des juges et des procureurs pour mineurs», de leur donner «une formation complémentaire aux études juridiques». La Société suisse de droit pénal des mineurs a d'ailleurs commencé à organiser des cours pour ce personnel judiciaire, et l'aide fédérale en a facilité grandement la participation, surtout celle des magistrats des petits cantons: «là aussi la solidarité fédérale doit se manifester pour le bien de tous». Enfin, le projet des experts prévoyait encore (art. 390, al. 2) que la Confédération «pourra encourager les *institutions* qui s'occupent de la lutte contre la criminalité et de la protection des mineurs». Or, «là de nouveau, le Conseil fédéral a fait marche arrière et cela n'est pas justifiable non plus. — Dans tous les pays développés — observe toujours M. Veillard — la *criminologie* est l'objet de recherches et des instituts scientifiques ont été créés, notamment en France, en Belgique, en Allemagne, en Italie, en Yougoslavie, en Pologne, etc. La Suisse accuse dans ce domaine un retard qui s'accroît chaque jour» (et nous ne le savons personnellement que trop aussi). «Grâce à l'aide fédérale, nous espérons le rattraper. Le Parlement le comprendra-t-il?»... Mais il est des retards qui ne «se rattrapent» que très difficilement et à très grands frais, et les Universités le savent et l'éprouvent en particulier très bien aussi dans notre pays.

Il semble qu'on ait envisagé (à la Commission du Conseil des Etats) «de sortir du code pénal les dispositions relatives au subventionnement pour en faire une loi séparée», ce qui est en effet désirable, parce qu'il serait ainsi plus facile de la réviser pour tenir compte de l'expérience, et de l'évolution des circonstances et des besoins. Mais il ne paraît pas moins souhaitable, après les expériences faites depuis 1924 avec le Code pénal, «qu'on sorte également tout le droit de fond et de procédure concernant les mineurs pour en faire une loi distincte» (comme

cela a été déjà relevé plus haut), à l'exemple de ce qu'ont fait déjà un grand nombre de pays, dont nos voisins, ce qui « permettrait aussi de reviser plus facilement ce droit spécial qui est très mouvant ». Cette loi, complétée ultérieurement par des dispositions de droit civil et administratif pourrait « devenir ainsi la loi sur la protection de l'enfance et de l'adolescence », qu'avec M. Veillard « nous appelons de tous nos vœux ». L'exemple de la loi belge du 8 avril 1965 devrait ne plus nous faire hésiter.

En évoquant la figure un peu grave, rayonnante de sagesse et de bonté, de José Beleza dos Santos, auteur de tant de textes législatifs si compréhensifs des problèmes d'une politique criminelle fondée sur la connaissance psychologique des ressorts des actions humaines et sur la foi dans les thérapies éducatives, nous savons bien que c'est dans ce sens qu'il conduirait nos conclusions, si nous avions encore, comme naguère, la satisfaction de dialoguer avec lui. Lui aussi en effet était convaincu — pour reprendre les termes de la conclusion que notre magistrat des mineurs du canton de Thurgovie, M. Schatzmann, donne à ses considérations sur notre réforme suisse en cours, — que l'action en faveur du nouveau droit des mineurs est « chose grande et bonne », puisqu'elle tend à éduquer, à aider de jeunes hommes, malgré leurs erreurs, à revenir à une conduite humaine meilleure et plus harmonieuse. Cette action suppose une conception du monde, une « Weltanschauung » opposée à celle de la peine purement répressive et vengeresse léguée par une longue tradition, dont tout l'effort est resté stérile. Tout repose sur le principe que nous pénétrions toujours plus avant dans la connaissance des rapports entre les causes criminogènes, c'est-à-dire dans les domaines de la psychologie, de la psychiatrie, de la criminologie et de la sociologie : « Si l'on considère l'évolution du droit pénal des mineurs comme une partie d'un développement humaniste général, si on la rattache à



l'effort d'une science en constant progrès, on peut lui promettre un heureux avenir». Puisse-t-il se réaliser en tenant compte de la rapidité des transformations actuelles, puisque c'est aussi l'avenir de notre jeunesse, et avec lui celui même de notre monde, meilleur ou pire, qui est en jeu.

## INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

### 1. Commentaires du Code pénal suisse

Droit des mineurs: art. 82 à 100; Procédure et application:  
art. 369 à 373

- CLERC, François: Introduction à l'étude du Code pénal suisse, Partie générale, Lausanne, 1942.
- HAFTER, Ernst: Lehrbuch des Schweizerischen Strafrechts, Partie générale; 2<sup>ème</sup> édition. Berne, 1946.
- LOGOZ, Paul: Commentaire du Code pénal suisse, Partie générale. Neuchâtel, 1940.
- THORMANN, Ph. et von OVERBECK, A.: Schweizerisches Strafgesetzbuch, Partie générale, vol. I, et Dispositions transitoires et de procédure, vol. II. Zurich, 1940 et 1941.
- SCHWANDER, Vital: Das Schweizerische Strafgesetzbuch. Zurich, 1952.

### 2. Système suisse fondamental

#### A. Thèses de doctorat

- ARNOLD, Alice: La réforme en Suisse du droit matériel applicable aux mineurs délinquants. Thèse Genève, 1935.
- BERGER, Roland: Le système de probation anglais et le sursis continental. Thèse Genève, 1953.
- DEGOUMOIS, Valy: Les principes de la procédure pénale applicable aux mineurs en Suisse. Thèse Neuchâtel, 1957.
- FISEK, M.: Les maisons d'éducation pour les mineurs délinquants en Suisse romande. Thèse Neuchâtel, 1948.
- GÖKER, Orhan: La délinquance juvénile. Thèse Genève, 1950.
- HALDIMANN: L'enfance vicieuse et la législation pénale. Thèse Berne, 1896.
- HASLER, Eugen: Die jugendlichen Verbrecher im Straf und Strafprozessrecht. Thèse Zurich, 1908.
- JEANNERET, Pierre: Les enfants et les adolescents devant la législation genevoise actuelle et le Code pénal suisse. Thèse, Genève, 1940.
- LUDI, Verena: Die Schutzaufsicht im Jugendstrafrecht der Schweiz. Thèse Zurich, 1951.
- von MONAKOW, M.: Die Behördeorganisation des jugendlichen Strafprozesses. Thèse Zurich, 1943.

- MÜLLER, Fritz: Die Schutzaufsicht im schweiz. Strafrecht. Thèse Zurich, 1930.
- PETER-RUETSCHI, Tina: Die Behandlung Strafunmündiger nach schweiz. Recht. Thèse Zurich, 1937.
- REMY, Gonzague: Vers un droit pénal suisse plus rationnel. Thèse Genève, 1960.
- RYFFEL, Sylvio: Die Familienversorgung im schweiz. Jugendstrafrecht. Thèse Zurich, 1956.
- SCHNEIDER, R.: Die Verteidigung im schweiz. Jugendstrafrecht. Thèse Zurich, 1944.
- TROYANO, Hélène: Les juridictions spéciales pour les mineurs et la mise en liberté surveillée. Thèse Genève, 1912.

### B. Ouvrages fondamentaux

- FREY, Erwin: Der Frühkriminelle Rückfallsverbrecher. Etudes de droit criminel suisse, vol. 4. Bâle, 1951.
- Reform des Massnahmenrechts gegen Frühkriminelle. Même collection, vol. 5. Bâle, 1951.
- VEILLARD, M., et M<sup>me</sup> VEILLARD-CYBULSKA, H.: Les jeunes délinquants dans le monde. Neuchâtel, 1963. (Nombreuses indications et bibliographie sur le système suisse).

### C. Publications et articles divers

- AICHORN, August: Verwahrloste Jugend. Berne, 1951.
- BOVET, Lucien: Les aspects psychiatriques de la délinquance juvénile. Genève, 1951.
- CLERC, François: Les exigences du Code pénal suisse en matière d'établissements pour mineurs délinquants. Actes de la Société suisse pour la réforme pénitentiaire et le patronage. No 26, 1947.
- FREY, Erwin: Jugendgericht oder Vormundschaftsbehörde als Zentralorgan der Jugendstrafrechtspflege. Rev. pénale suisse, 1939, p. 310.
- Die Organisation des Gerichtes unter dem Gesichtspunkt der Einheit des Jugendstrafverfahrens. Même Revue, 1940, p. 1.
- Jugendstrafrechtspflege als Schlüsselstellung der Verbrechensbekämpfung etc. Même Revue, 1943, p. 291.
- Die Besserungsunfähigen. Schweiz. Juristen-Zeitung, 1940-41, p. 1.
- Der Strafantrag im Jugendstrafrecht. Même Revue, 1941-42, p. 261.
- GERBER, Fritz: Aufsichtsbehörde und Anstaltsleitung. Rev. pénale suisse 1943, p. 480. (Uitikon/Zurich).
- HAFTER, Ernst: Die 18-20 Jährigen. Rev. pénale suisse, 1939, p. 335.
- Die Entwicklung des Jugendstrafrechts und des Rechtes zum Schutz gefährdeten Jugend zum Sonderrecht. Zeitschr. f. gesamte Strafrechtswissensch., vol. 55, fasc. 2-3.

- Jugendgerichte mit bes. Hinblick auf die schweiz. Verhältnisse. Actes de la Société Suisse des Juristes, 1909.
- HUGUENIN, Elisabeth: Les tribunaux pour enfants. Neuchâtel, 1955.
- JEANNERET, Pierre: Mineurs délinquants. Fiches Juridiques Suisses. Genève, Nos 324, 342, 343, 345, 350.
- Nombreux articles dans la Rev. pénale suisse:
- De l'exécution de quelques mesures prévues par le CP suisse en ce qui concerne les enfants et les adolescents; 1941, p. 24.
- Les tâches du juge pénal de l'enfance et les moyens dont il dispose dans la lutte contre le crime; 1945, p. 45.
- Durée indéterminée des mesures éducatives et libération conditionnelle des adolescents; 1945, p. 281.
- De l'autorité compétente pour juger les mineurs délinquants; 1953, p. 223.
- L'application du Code pénal suisse en ce qui concerne les mineurs. Société suisse pour la réforme pénitent. et le patronage, No 20, p. 36.
- LOGOZ, Paul: Les Chambres fédérales et les mineurs délinquants. Rev. pénale suisse, 1932, p. 423.
- MESTRAL-COMBREMONT (de), P.: La sauvegarde de la jeunesse. Genève, 1936.
- La réadaptation sociale et la rééducation des mineurs et des adultes. Genève, 1938.
- VON OVERBECK, A.: La protection de la jeunesse et le traitement des jeunes délinquants. Dans: Le nouveau Droit pénal suisse. Fribourg, 1942.
- SAMELI, W.: Vollzug von Strafen und Massnahmen gegenüber Kinder und Jugendliche. Rev. pénale suisse, 1945, p. 305.
- Die Aufgabe der Jugendanwaltschaft in der Jugendstrafrechtspflege. Horgen, 1952.
- SCHATZMANN, A.: Anstaltsversorgung und Familienverweisung nach schweiz. Jugendstrafrecht. Rev. pénale suisse, 1953, p. 190.
- STOOS, Carl: Die Behandlung der Jugend im neuen schweiz. Strafgesetzentwurf. Rev. pénale suisse, 1915, p. 233.
- Die Beurteilung von Jugendlichen. Même Revue, 1929, p. 321.
- VEILLARD, Maurice: L'observation des mineurs délinquants. Rev. pén. suisse, 1921, p. 247 et, dans la même Revue:
- Les tribunaux de mineurs et leurs services auxiliaires, 1932, p. 447.
- L'application du droit pénal des mineurs dans les cantons, au point de vue de la lutte contre la criminalité; 1942, p. 270.
- Le Code pénal suisse et les mineurs délinquants en pratique; 1944, p. 194.
- Le traitement spécial, mesure applicable aux mineurs selon le CP suisse; 1953, p. 208.
- Les tribunaux de l'enfance et leurs services auxiliaires. Lausanne, 1952.

WIELAND, H.: Die Polizei im Dienste der Jugendstrafrechtspflege. Rev. pénale suisse, 1960, p. 380.

(Nous devons borner ici ces indications, déjà trop nombreuses, et renvoyons, pour le surplus, en ce qui concerne plus particulièrement les études de spécialistes et praticiens, tels que F. Gerber, E. Hauser, I. Keller, P. Kistler, J. Leuenberger, W. Loosli, W. Meyer, Mlle Richard, P. Widmer, Ernst Wolfer, P. Zumbach, etc., aux Tables des Revues (spécialement de la Revue pénale suisse et de la Schweizer-Juristen-Zeitung où la plupart de leurs contributions ont paru), et aux indications bibliographiques qu'on trouvera dans les thèses de doctorat citées et notamment dans celle de M<sup>me</sup> Degoumois. On y trouvera aussi les publications importantes des associations suisses *Pro Juventute* et *Caritas*.—Consulter enfin les *Rapports d'activité* des Juges des mineurs, et notamment ceux de MM. les juges Berger, Président de la Chambre pénale du canton de Genève (1957, Rev. internat. de criminologie et de police techn., p. 294; 1958, p. 310), et Veillard, Président de la Chambre des mineurs du canton de Vaud (même Revue, 1955 p. 148; 1956, p. 75; 1957, p. 129; 1962, p. 151).

### 3. Régimes cantonaux et application

AMSTEIN, A.: La Chambre pénale de l'enfance à Genève. Genève, 1914.  
BOLSTERLI, Paul: Das Jugendstraßprozess des Kantons Schwyz. Thèse, Fribourg, 1953.

BORELLA, G.: Il problema della delinquenza minorile nella Svizzera e nel Ticino. Thèse, Lugano, 1944.

CLERC, François: De la procédure applicable aux mineurs délinquants dans le canton de Neuchâtel sous l'empire du Code pénal suisse. Rev. pén. suisse, 1941, p. 347.

DEPIERRAZ, Jean: Les tribunaux pour enfants: Le droit désirable en application du titre v du Code pénal vaudois de 1931. Thèse, Lausanne, 1934.

FISCHER, H. P.: Das Jugendstrafgesetz im Kanton Schaffhausen. Thèse, Zürich, 1950.

GAUTIER, Alfred: La question des tribunaux d'enfants à Genève. Rev. pén. suisse, 1911, p. 119.

— Sur quelques dispositions nouvelles du projet. Même Revue, 1916, p. 25.

GRANDCHAMP, P.: Contribution à l'étude de la réforme du droit pénal de l'enfance dans le canton de Vaud. Thèse, Lausanne, 1921.

KUHN, H.: Die Einführung des Jugendstrafrechts in den Kantonen. Publications de la Société suisse pour la réforme pénitent. et le patronage, 1939, No 20.

LEDERMANN, A.: Die Basler Jugendstrafrechtspflege. Thèse, Bâle, 1944.

- LOGOZ, Paul: La question des tribunaux d'enfants à Genève et en France. *Rev. pén. suisse*, 1914, p. 61.
- MARTIN, Frédéric: La loi sur la Chambre pénale de l'enfance du Canton de Genève, Genève, 1935.
- MOOR, Ernst: Das Jugendstrafverfahren des Kantons Aargau. Thèse, Berne, 1950.
- PFENNINGER, H. F.: Das zürcherische Jugendstrafrecht, Zurich, 1928.
- SCHAPIRA: Das Jugendstrafrecht des Kantons St. Gallen. Thèse, Berne, 1936.
- SCHILDKNECHT, Bertha: Das Jugendstrafrecht des Kantons Thurgau. Thèse, Zurich, 1939.
- TANNER, A.: Jugendstrafverfahren in Appenzell A. Rh., *Jahrbuch Appenzell A. Rh.*, 1942, No 69.
- WYSS, Robert: Das Jugendstrafrecht im Kanton Solothurn. Thèse, Berne, 1941.
- ZWEIFEL: La procédure et le droit applicables aux mineurs dans le canton de Vaud. Thèse Lausanne, 1960.

#### 4. Vues relatives à la revision actuelle

- BERGER, Roland: Le jeune adulte délinquant. Exposé à la 50<sup>ème</sup> assemblée générale de la Société suisse pour la réforme pénit. et le patronage. *Informations pénitentiaires suisses*, 1961, No 35, p. 19 (discussion p. 31 s.).
- CLERC, François: Le Code pénal doit-il contenir des dispositions relatives à l'exécution des peines et mesures privatives de liberté? *Informations pénitentiaires suisses*, No spécial, 52, 1965, p. 9 s.
- DEGOUMOIS, Vally: Le V<sup>ème</sup> congrès internat. de Défense sociale (Stockholm, 1958, avec rapport général de M. VEILLARD sur la question I, compte rendu et résolutions. *Rev. internat. de criminol. et pol. techn.*, 1959, p. 236.
- GERMANN, O. A.; Zur Revision des schweiz. Strafgesetzbuches. *Rev. pénale suisse*, 1959, ad. II, p. 342.
- GRAVEN, Jean: Le système suisse du sursis conditionnel. *Travaux de la Faculté de Droit, Genève* 1952; conclusions *De lege ferenda*, p. 98 et 106. Cf.: Le sens du sursis conditionnel et son développement, *Rev. pénale suisse*, 1954, vol. 69, p. 294.
- Le statut légal et le traitement des jeunes délinquants adultes. Exposé critique, en partant du système suisse. Actes du VI<sup>ème</sup> congrès international de Défense sociale (consacré à ce thème), Belgrade, 1962: résumé, et exposé des 6 propositions de base, p. 130. Discussion du projet de synthèse et résolutions, p. 175 à 182, et 194.
- Le VI<sup>ème</sup> Congrès international de Défense sociale (1961), compte rendu, résolutions et appréciation critique. *Rev. internat. de criminol. et pol. techn.*, 1961, No 2, p. 153.

- HAFETER, C.: Die Behandlung der Delinquenten im Alter von 18-20 Jahren. *Rev. pénale suisse*, 1960, p. 163.
- SCHATZMANN, A.: Ausdehnung des Jugendstrafrechts auf 18-20 Jährige nach dem Entwurf für die Teilrevision des schweiz. StrGBs., *Rev. pénale suisse*, 1960, p. 153.
- Die Revision des Jugendstrafrechts. *Informations pénitent. suisses*, No spécial, 52, 1965, p. 20.
- SCHWANDER, Vital: Einige Bemerkungen zum Entwurf etc. *Même No spécial*, p. 13.
- VEILLARD, Maurice: Les dispositions concernant les mineurs. *Même No spécial*, 1965, 52, p. 17.







